

unef INFORM

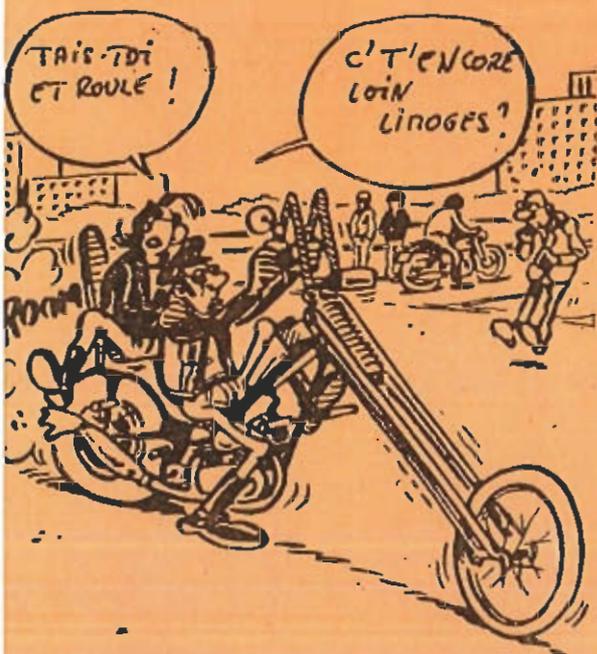
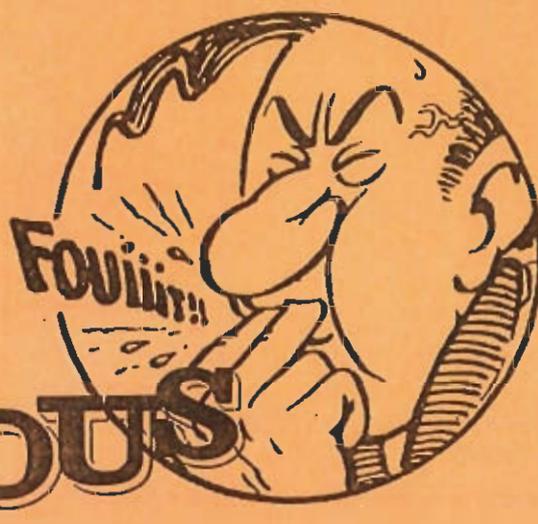
UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

AVRIL '86 n° 50

Bulletin Intérieur de l'Union Nationale des Etudiants de France

UNEF 72 rue de Clichy 75009 PARIS - téléphone 16.(1).4281.33.11

RENDEZ VOUS



A

LIMOGES

— SOMMAIRE —

- page 3 à 6 : Echos des A. G. E.
page 7 et 8 : EDITORIAL
page 9 à 19 : Rapport de la conférence des présidents d'AGE
page 20 : Communiqué de Presse
page 21 à 28 : les Commissions du 71 ° CONGRES
page 29 : Comment se rendre à LIMOGES
page 30 : Déroulement du 71 ° congrès de l'UNEF
page 31 à 33 : Questions d'Orga !
page 34 et 35 : Elu(e)s
page 36 et 37 : Conférence de presse de MONORY
page 38 et 39 : A vos guides
page 40 : international
page 41 et 42 : Tribune de discussion du 71 ° Congrès
page 42 à 44 : Revue de Presse

UNEF - INFORM
n° 50

72 rue de Clichy
75009 PARIS

Comité de Rédaction
Vincent MARKIDES
Emmanuel MARIN
Marianne SUNER
Pierre VILLARD

imprimerie C. I. F. 37 rue Ballu 75009 PARIS



O R L E A N S

Le 23 Avril se déroulera à Orléans les élections des UFR et IUT. Le week-end suivant se tiendra le congrès de l'UGES (Union Générale des Etudiants de la Source)

Dans la vie de l'UNEF, les élections sont toujours un moment important. Déjà majoritaire aux élections du conseil d'administration et du CEVU, les copains sont cofiants mais pas aveugles. On sait qu'à Orléans, comme ailleurs, qu'une élection n'est jamais gagné d'avance et que tout dépend de la participation des étudiants pour donner plus de poids aux élus.

A l'UGES on a décidé de sortir un tract par UFR ou IUT et de sortir un quatre pages faisant la liaison entre le vote du budget au conseil d'administration et sa corrélation dans chaque centre de l'Université.

Tout cela se joue dans la période de préparation au congrès national. Collecte, inscription des copains, mise en place d'initiatives permettant de faire s'exprimer les étudiants. Orléans c'est tout ceci au quotidien.

L I L L E 1

Depuis les élections à Lille 1, l'AGEL décide de se faire connaître et de faire connaître ses propositions.

Déjà les copains ont obtenu de la Direction de l'Université un local pour se réunir et travailler.

Ils se sont tout de suite posés les questions des moyens pour agir. Dans cette perspective, ils préparent une soirée qui devrait permettre de financer les actions futures ainsi que la probable venue de délégués au congrès national.

Pour se faire mieux connaître de tout le monde, ils organisent une émission de radio publique en direct de la cafétaria. Tout cela devrait permettre à l'UNEF de se faire connaître. Aux élus Solidarité Etudiante de faire connaître leurs propositions. Enfin, à tous les étudiants de s'exprimer.

PARIS 12 - CRETEIL

Tous les mercredis les élus (es) de Solidarité Etudiante tiennent des permanences au restaurant universitaire de Créteil.

Mercredi 9 Avril c'est la veille du Conseil d'Administration qui doit voter le budget; budget qui entérine une baisse de 15 % des crédits pédagogiques.

La permanence des élus (es) est donc l'occasion d'informer largement sur le budget de faire signer une pétition contre la taxe du Gouvernement de 54 Frs par étudiant et pour un collectif budgétaire, et surtout de discuter avec les étudiants.

Déjà depuis un mois, une exposition sur ces questions a été faite sur des panneaux mobiles à la coopérative de l'AGEP 94.

Donc, Mercredi, l'exposition est déménagée dans le hall du restaurant universitaire.

Au moment où nous déplions les panneaux, un étudiant lance à ses copains en allant manger "eux au moins ils font quelque chose" (cela fait plaisir aux jeunes adhérents. Aux anciens aussi !)

Sur la table, des campus, des cartes-pétitions pour la Sécurité Sociale, des bons de souscription pour le congrès le cahier des élus (es).

Un copain va à la cafétaria faire signer les pétitions, deux autres restent dans le hall autour de la table et de l'exposition.

On fait signer la pétition, on inscrit pour le congrès de l'AGEP 94 des 18 et 19 Avril, on collecte pour LIMOGES.

Des étudiants sans argent liquide sur eux, nous promettent de repasser la semaine prochaine, un autre fait un chèque.

Bilan d'une heure passée au restaurant universitaire :

- 1 adhésion;
- 6 inscriptions pour le congrès d'AGEP 94;
- 1 inscription pour le 71ème congrès de l'UNEF, plus 2 probables;
- 250 francs de collectés;
- 64 signatures recueillies;
- des dizaines de discussions;
- des tas de projets en perspectives à partir de ces discussions.

Il n'y a pas à dire, les permanences régulières au restaurant universitaire, ça paye.

P E R P I G N A N

C'est une petite Université : 6.500 étudiants où il existe principalement des DEUG, d'où un taux de rotation important des étudiants. Ceci ne facilite pas l'organisation syndicale et une UNEF forte. C'est pourquoi depuis deux ans, l'AGE avait plus ou moins disparu.

Janvier 1986 : les élections universitaires : la nécessité d'avoir des élus de Solidarité Etudiante ressurgit et l'UGEP-UNEF en tête.

A partir de là; l'AGE se structure : élection d'un bureau, intervention au restaurant universitaire, le local est ouvert et les élus y tiennent des permanences, boums pour avoir les moyens financiers d'une bonne activité.

L'AGE de Perpignan aura au moins 7 délégués au congrès, 71ème congrès de l'UNEF et prépare une journée de débat le 26 Avril pour décider ensemble des réponses que l'on doit apporter aux problèmes que les étudiants rencontrent dans leur études à la faculté de Perpignan, décider d'actions à partir de l'analyse de la situation sur la ville et en déterminant les moyens qu'il nous faut.

L Y O N

Les élections ont mis en évidence un sujet important : la sous-information des étudiants.

L'AGEL a décidé d'y remédier !

Dans chaque faculté, régulièrement, les élus Solidarité Etudiante de l'association AGEL-UNEF édite un bulletin "la lettre des élus". Elle fait le point de ce qui se passe, de ce qui se trame à la faculté.

En faculté de sciences, c'est un questionnaire sur la création d'une cafétéria qui circule : beau succès !

Intervention auprès des trois cycles en collaboration avec le CIO, l'APEC (Association Pour l'Emploi des Cadres) et l'AGEL sur la base d'un questionnaire par rapport à la formation, ce qu'ils en pensent.

A Lyon 2 : lettres-pétitions contre l'augmentation des droits d'inscription : déjà 400 pétitions sur trois UER.

Le Conseil d'Administration a été convoqué le 18 Mars pour voter le budget. Un budget en baisse globale qui comprend pourtant une hausse de 51 % des droits d'inscription.

Seule l'AGEN-UNEF a mené bataille contre cette hausse. Pendant toute une semaine, les copains font les amphithéâtres un à un, UER par UER. Ils font signer une pétition réclamant l'annulation de la hausse et la tenue d'un vrai débat sur les moyens de l'Université. En même temps, on demande dans les amphithéâtres, des délégués de l'amphithéâtre au rassemblement qu'on organise à la porte du conseil. Nos élus feront rentrer dans le conseil une quarantaine de "délégués" porteurs de 3.000 pétitions. La délégation est entendue. Mais seule l'AGEN vote contre le budget. L'UID, pourtant majoritaire, refuse de participer au vote. Le SENSUp divisé, vote Pour majoritairement.

L'AGEN reprend le travail, repasse dans les amphithéâtres pour expliquer les décisions du conseil et développe l'idée maîtresse "à Paris 10, le rapport de force est important, il tend à faire payer plus les étudiants, à nous sacrifier, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est nous organiser vraiment dans nos UFR."

Les élections d'UFR se préparent ainsi. Elles auront lieu les 29 et 30 AVRIL, à la veille du congrès. L'AGEN compte sur une progression de ses voix.

Au Mirail (faculté des lettres), c'est une nouvelle Association qui démarre. Constituée essentiellement dans la préparation et la tenue des élections universitaires (+ 200 voix sur 1983) elle est composée surtout de nouveaux copains, pour la plupart en Deug, bref, une nouvelle génération.

Pour avoir recueilli 4.000 pétitions contre les nombreux clausus en licence, l'Association a fait prendre position au Président de la faculté contre cette mesure.

Aujourd'hui, elle fait circuler un questionnaire dans les 10 UFR de la faculté pour cerner de plus près ce qu'attendent les étudiants du Mirail de leurs études, ce qu'ils pensent du syndicat, ce qu'ils pensent du syndicat, ce qu'ils sont prêts à y faire.

Le congrès ? 14 inscrits pour l'instant. 6.500 Frs de collectés en 4 jours avec une pétition manuscrite pour donner les moyens de l'action et de la vie à l'AGEN-UNEF. Les professeurs signent et donnent de 50 à 500 Frs. Les ATOS aussi, les magasins du coin donnent à la collecte.

Les étudiants aussi de 2 à 30 Frs. En 4 jours 340 personnes de contactées, 6.500 Frs de résultat, de quoi être motivé pour aller plus loin. Une idée à reprendre partout ailleurs.

EDITO

Nous sommes à deux semaines du 71ème congrès de l'UNEF, deux semaines pour débattre et agir sur toutes les questions.

Déjà, avec la déclaration de politique générale de Jacques CHIRAC le 8 Avril à l'Assemblée Nationale et la conférence de presse du Ministère de l'Education Nationale du 14 Avril, le Gouvernement donne le ton sur l'Enseignement Supérieur. Ses orientations sont précisées par le projet de loi déposé par les Parlementaires UDF/RPR à l'Assemblée Nationale.

Autonomie des Universités au service de la concurrence, sélection des étudiants à l'entrée de l'Université, remise en cause de la reconnaissance nationale des diplômes, participation des étudiants et démocratie dans les instances universitaires réduites, voilà les fondements de la politique universitaire.

Le Gouvernement veut mettre des bouchées doubles, il veut aller plus vite dans cette politique que nous avons analysée comme une remise en cause de notre droit aux études. Pour cela il veut abroger la loi sur l'Enseignement Supérieur de 1984.

Abroger la loi de 1984 parce que ses orientations ne correspondent pas à la politique universitaire menée depuis deux ans, parce que le Gouvernement veut entériner, officialiser, développer le désengagement de l'Etat, développer l'autonomie concurrentielle entre les Universités et les filières d'études, développer la sélection sociale et arbitraire.

C'est pour cela que l'UNEF ne peut que s'opposer à l'abrogation de la loi sur l'Enseignement Supérieur, c'est la porte ouverte à de nouvelles attaques contre notre droit aux études.

La situation exige des Associations UNEF à la hauteur, que soit démontré la capacité des étudiants à agir pour défendre leurs droits et s'organiser pour changer leurs études. C'est cela l'enjeu du 71ème congrès, c'est à cela que nous devons nous appliquer dès maintenant. Les objectifs que nous nous sommes fixés pour le congrès lors du collectif national des 1er et 2 Mars, sont plus que jamais d'actualité. Nous avons commencé à y travailler, notamment avec les actions autour du campus et, c'est cette démarche qu'il nous faut développer.

En cela, la préparation du congrès national doit donner un formidable élan à notre organisation, à notre capacité à rassembler les étudiants.

Débattre, agir, organiser les étudiants, c'est bien cela qu'il faut développer.

= DEBATTRE, parce que nous ne pouvons plaquer aucune de nos revendications, c'est bien en partant de notre analyse de la situation de notre Université, du comportement des étudiants et de leur perception de cette situation que nous devons AGIR. En informant sur chaque attaque, en débattant sur ce que cela veut dire concrètement pour nos études, pour l'avenir de l'Université, c'est nous donner plus de moyens pour intervenir, c'est créer le climat sur la nécessité de l'intervention des étudiants.

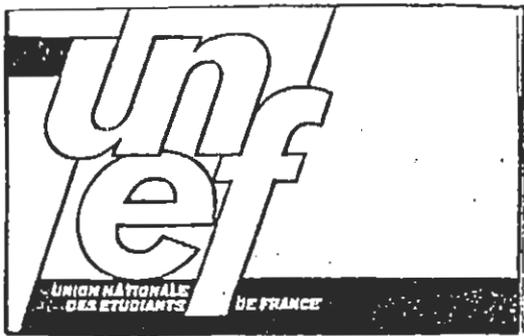
= AGIR, parce que c'est la suite logique du débat, c'est le seul moyen pour gagner sur chaque question : du déroulement des examens, à la question du budget de notre Université. Pas d'action volontariste, mais bien être déterminé sur chaque question à gagner en partant d'où en sont les étudiants sans rabaisser nos objectifs, en nous expliquant bien et en décidant avec et par le débat de la hauteur des réponses à apporter à chaque attaque.

C'est dès maintenant qu'il nous faut intervenir sur les questions de budget, d'exams, car c'est dès maintenant que cela se décide. Intervenir tout de suite sur ces questions, c'est déjà nous donner plus de force pour contrecarrer les projets de désengagement de l'Etat, de sélection tous azimuts.

= S'ORGANISER, parce que c'est la garantie de la réussite de nos actions, c'est la réponse la plus directe aux attaques antisyndicales contre l'intervention des étudiants. S'organiser, parce que nous voulons prendre à contre-pied la désorganisation des étudiants, c'est la garantie pour donner plus de force à nos revendications, plus de force à nos AGE, à l'Union Nationale. Cela doit être notre souci quotidien, dans le débat et l'action de proposer l'adhésion, d'être délégué de TD, de débattre et d'agir avec nos adhérents.

Il reste deux semaines, deux semaines pendant lesquelles l'action, la réflexion de chacun de nos délégués, chaque jour va compter. C'est de l'engagement de chacun que dépend la réussite et le dynamisme du congrès.

Patrice LECLERC
Trésorier/administrateur.



REUNION DES PRESIDENTS D'A.G.E.

PANTIN

12 AVRIL 1986

Rapport présenté par

Patrice LECLERC

Trésorier/Administrateur de l'UNEF

Chers Camarades,

Dans trois semaines se tiendra à Limoges notre 71ème congrès.

Quelques semaines après, voire, quelques jours seulement, commenceront les examens finaux.

Entre temps, les premières élections aux conseils d'UFR auront eu lieu.

Déjà les budgets se discutent et se votent dans les conseils d'administration de nos Universités.

Budgets, examens, élections, autant de questions qui constituent des moments importants pour le syndicat et qui doivent nous permettre dans le cadre de la préparation du 71ème congrès de l'UNEF, de mettre en place dès maintenant notre orientation.

La conférence des présidents d'AGE que nous tenons aujourd'hui, se situe à la rentrée des vacances de Pâques. Elle doit permettre de dégager tous les moyens à mettre en oeuvre pour inscrire des délégués supplémentaires, pour remplir les objectifs financiers, en clair, pour préparer de bons congrès d'AGE et un congrès national à la hauteur de nos ambitions, à la hauteur de ce qu'exige l'Université de 1986.

A partir de là, il est important de revenir sur les enjeux du 71ème congrès.

1 - LES ENJEUX DU 71ème CONGRES

=====

Avec les préparations du congrès, nous voulons avancer sur trois domaines qui sont les éléments majeurs de la période.

- a) la perception des mutations de l'Université;
- b) l'UNEF;
- c) l'attitude financière.

a) LA PERCEPTION DES MUTATIONS DE L'UNIVERSITE

Le projet de résolution aborde en première partie la situation de l'Université à partir d'un bref historique dont le but est de bien saisir et de bien comprendre l'Université telle qu'elle est aujourd'hui, à quels objectifs elle répond, quels critères ont guidé son évolution.

Le texte d'orientation débute par "l'Université a changé, l'Université change."

Percevoir ces changements, ce qu'ils traduisent et ce à quoi ils aboutissent, être capable de bien cerner toutes les mutations de l'Université : tel est le premier enjeu du 71ème congrès. C'est cela qui conditionne notre activité.

.../...

Ces mutations se traduisent à deux niveaux : celui de l'Université et celui des étudiants.

Depuis Colombes, nous avons bien progressé, et cela s'est vu dans les discussions de collectif national, sur l'enchaînement de la politique universitaire, sur la logique à laquelle elle répondait.

Cette politique universitaire, il nous faut la faire partager par rapport à l'analyse de la situation sur nos facultés, gagner une maîtrise plus proche de nos études. Combien de nos AGE ne voient pas les ramifications, dans leurs facultés des décisions ministérielles.

D'autant plus qu'il nous faut être capable de distinguer ce qu'en pensent les étudiants, les comportements souvent contradictoires qu'elle entraîne.

Les dernières années ont entraîné un certain nombre de modifications dans ces comportements. Bien les saisir est primordial pour nous, cela veut dire savoir saisir, au bon moment, là où en sont les étudiants et faire avec eux, en tenant compte de leurs exigences, des questions qui les traversent. En aucun cas, il ne s'agit de revoir en baisse telle ou telle revendication qui ne serait pas majoritaire chez les étudiants, mais de savoir apprécier où en sont les étudiants sur telle ou telle question et partir de là pour mener le combat.

Ainsi, partir du vécu pour faire progresser la réflexion et l'expérience individuelle.

Ainsi en est-il de la question de la sélection. On ne peut pas dire que ce soit une question nettement majoritaire chez les étudiants, mais à la faculté il n'y sont pas complètement opposés.

L'idéologie dominante tente d'imposer l'idée que, qualité égale sélection, cependant le principe d'égalité est loin d'avoir complètement disparu de la tête des étudiants.

Un étudiant de deug et un autre de licence vivent bien différemment la sélection à l'entrée de la licence; l'un y étant confronté, l'autre en étant un vainqueur en quelque sorte.

C'est au milieu de ces contradictions qu'il faut évoluer, et c'est avec elles qu'il faut avancer pour mener le débat.

Par rapport à la politique universitaire, je voudrais dire quelques mots sur le changement politique qu'a connu le pays il y a quelques semaines.

La droite est revenue aux affaires. C'est un fait.

L'UNEF en prend acte comme toute organisation syndicale responsable doit le faire.

Et comme nous l'avons toujours fait, nous jugerons en fonction des actes et de ce qu'ils sous-entendent.

Pour l'instant, la première préoccupation du nouveau Gouvernement en matière d'Enseignement Supérieur est l'abrogation de la loi Savary. A travers cette abrogation, ce qui est visé c'est poursuivre, jusqu'au bout, la politique d'autonomie, de concurrence et de sélection à l'Université.

.../...

Le Gouvernement entend donc sortir le grand jeu. Voyons pourquoi ?

Si le Ministère veut aller si vite en besogne, c'est qu'il entend profiter de l'avancée importante de certaines idées dans le milieu universitaire.

. Il veut en finir avec des diplômes nationaux au moment où ceux-ci ont été attaqués et remis en cause durant des mois.

. Il veut instaurer la sélection à l'entrée de l'Université : alors que cette idée s'est avérée le seul moyen pour pallier aux problèmes de la rentrée 1985.

. Il veut autonomiser les facultés, alors que tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains des seuls présidents d'Universités depuis deux ans.

On pourrait continuer la liste.

Vous le voyez, l'UNEF a eu bien raison de dénoncer et de combattre ces mesures néfastes développées dans la dernière période.

L'abrogation de la loi de 84 ne peut qu'aggraver et accélérer ce que le projet de résolution du congrès appelle le "déclin de l'Université".

C'est dans ce sens que l'UNEF se prononce contre cette abrogation, refusant tous les reculs et toutes les remises en cause et jugeant que plus que jamais, démocratisation, rénovation des formations sont à l'ordre du jour.

Ainsi, pour l'UNEF, les étudiants ne doivent pas se faire prisonniers du débat pour ou contre l'abrogation; il nous appartient, comme nous avons voulu le faire avec la motion et avec le campus, de gagner la masse des étudiants à nos idées et propositions en partant de ce qu'ils disent, de ce qu'ils pensent, de leur niveau actuel de conscience.

En clair, nous voulons débattre de nos études, de ce qui est bon, de ce qu'il faut pour nos études, pour notre avenir.

Les étudiants, l'Université de 86, c'est le point de départ de l'UNEF. Bien les comprendre, à tous les niveaux, c'est ce qui fera la force de l'UNEF, pour son développement à tous les niveaux.

J'en arrive au 2ème enjeu.

2 - CHANGER L'UNEF

=====

Comment maîtriser ce qui se passe dans sa faculté, sans l'UNEF ou avec une UNEF qui vivote ?

Une UNEF qui vit, qui permet la réflexion, le débat, l'action, cela nécessite une UNEF qui se réunit.

.../...

Ainsi, je résumerai les choses dans une phrase : "redonner aux copains l'habitude de se réunir."

En effet, c'est bien par là que tout passe. Réfléchir à son Université, à l'UNEF, organiser les étudiants, avoir une politique financière à la hauteur de nos ambitions, agir pour défendre et changer nos études, tout ceci passe par une UNEF qui vit dans la faculté.

Nous avons un retard profond à rattraper dans ce domaine et nous ne pourrons pas avancer, mettre en place notre orientation en évacuant cette question.

Une période de préparation de congrès, c'est fait pour commencer à changer des choses, commençons par réunir nos délégués, nos copains dans leurs associations.

L'UNEF pour se défendre et s'organiser au coeur des études, c'est un slogan qui ne veut rien dire si nous continuons dans les AGE à laisser 75 % de notre organisation dans la nature.

Bien sûr, il faut prendre des mesures parallèles de courriers, téléphones, discussions ... mais c'est quand même plus facile de dire aux copains d'aller voir l'organisation quand ils ont des choses concrètes à proposer.

Il nous faut redonner ces démarches de travail.

La réflexion dans notre organisation, notre capacité à agir et à organiser les étudiants, la capacité de l'UNEF à progresser rapidement en construisant et en structurant toujours mieux une organisation en dépendent.

J'en arrive au 3ème enjeu du congrès.

3 - CHANGER LES HABITUDES SUR LE FRIC

=====

Je dirai changer les habitudes, mais surtout changer les attitudes.

Bien sûr les choses sont liées, et une organisation qui se réunit peu, qui fait participer globalement peu de gens à l'activité, ne favorise pas une politique financière à la hauteur.

Avoir une autre démarche sur le financement du syndicat, obtenir une meilleure connaissance, et donc une meilleure compréhension des questions financières dans l'ensemble de l'organisation, est un enjeu du congrès et pas des moindres.

Jusqu'ici, les questions de trésorerie nationale, voire locale, sont traitées comme des questions tabous, de spécialistes, elle revêtent un caractère occulte. A chaque fois que l'on en parle, c'est en terme de nerf de la guerre, comme un aspect technique de notre orientation et non comme en faisant partie pleinement.

.../...

L'activité de l'UNEF n'est pas simplement pour alimenter ce nerf de la guerre, n'est pas simplement indispensable pour appliquer notre orientation, mener nos activités, c'est comme on le dit dans le projet d'orientation : "une question profondément ancrée dans l'orientation syndicale, à la fois révélatrice et moteur de son application." C'est pour cela que se sera une question importante dans le congrès national, les congrès d'AGE.

Mais comme sur toutes les questions il ne suffit pas de l'écrire, de le dire pour se faire comprendre, pour changer l'UNEF sur cette question là aussi : gagner avec le congrès un changement d'attitude sur les questions financières de notre organisation nécessite de notre part une autre attitude, une autre manière de travailler. Tout comme sur la bataille syndicale proprement dite, nous voulons une organisation lucide, qui agisse en connaissance des difficultés, de l'Etat où en sont les étudiants.

Cela nécessite "une transparence sur le financement du syndicat", une plus grande prise en compte de celui-ci dans l'orientation.

Pour gagner ce changement d'attitude et bien nous faire comprendre, c'est dès maintenant qu'il nous faut agir et débattre, c'est dès maintenant qu'il nous faut changer. L'activité financière est un élément révélateur de la vie de l'organisation dans le sens du travail avec chaque adhérent, leur intégration ou non, révélateur des rapports du syndicat avec les étudiants.

Les finances du syndicat doivent donc être connues, débattues par l'ensemble de nos adhérents pour être le souci de tout le monde. Le financement du syndicat doit être posé publiquement aux étudiants pour financer leurs actions, leurs luttes, c'est un élément décisif de compréhension de la hauteur des réponses à apporter à chaque attaque, un élément décisif pour se faire comprendre sur l'organisation des étudiants.

MIÉUX STRUCTURER L'ORGANISATION X

Dans le cadre des congrès d'AGE, il nous faut partout des trésoriers d'AGE et d'association.

Nous devons nous fixer comme objectif qu'à la fin du congrès national, partout nous avons au moins un trésorier dans chaque AGE.

Mais cette décision seule ne suffit pas, prise en elle-même, je propose qu'on discute des moyens que l'on prend pour faire travailler nos trésoriers, pour rendre efficace la décision d'avoir des trésoriers partout.

- changer les attitudes par rapport à la cotisation;
- changer les attitudes par rapport à la collecte;
- changer les attitudes par rapport à la délégation de pouvoir sur le trésorier d'AGE.

Nous avons aujourd'hui plusieurs centaines de délégués qui veulent participer au 71ème congrès de l'UNEF, qui veulent participer à la réussite d'un congrès qui serve pour toute l'organisation.

Ne bloquons pas les choses. Là encore, c'est le moment de changer, de bousculer les habitudes.

Soyons clairs, je ne réduis pas le congrès de l'UNEF à ces trois questions.

Le congrès doit nous permettre de donner des démarches de travail et de réflexions à toute l'UNEF et décider de faire de ces trois questions,

.../...

trois enjeux du congrès n'est en rien restrictifs sur toute l'orientation du syndicat, bien au contraire.

Voyons maintenant où on en est de la préparation du congrès.

Tout d'abord en quelques chiffres, nous en sommes à :

- . 62 % de délégués inscrits;
- . 13 % de fric collecté;
- . 8,4 % de fric versé.

Il faut constater que les vacances ne nous ont pas permis d'inscrire de nouveaux délégués, ni de collecter plus. Ou tout du moins très peu.

Il reste quelques AGE où le congrès est peu pris en compte, mais ce sont pour beaucoup, des AGE qui se sont recréées cette année : Avignon, Strasbourg, Lille, Brest ont quelques inscrits.

Dijon, Caen, Besançon, Censier, Orsay : inscrits potentiels.

Le Havre, Metz, Poitiers : pas d'inscrit.

Tout de suite après le conseil national de Mars, de nombreux délégués ont été inscrits, qui ont reçu depuis le journal congrès n° 1, le texte, une lettre du Trésorier/Administrateur, une lettre du Président. En ce sens nous avons vite progressé à une allure jamais vue.

Cependant, tous les copains inscrits n'ont pas été associés à la préparation du congrès et les congrès d'AGE restent le fait de trop peu d'adhérents.

Là aussi il faut changer les choses dans la perspective de ce que l'on a décidé, mettre les délégués au travail.

CHANGER DES MAINTENANT

=====

Dès lundi, il nous faut gagner une meilleure prise en compte du congrès par l'ensemble de l'organisation, non pas en tant que tel, mais bien dans l'activité syndicale quotidienne menée avec les étudiants.

Globalement, lundi marquera la rentrée de l'UNEF et des étudiants sur toute la France après 15 jours de vacances, une rentrée qui se place à trois semaines du congrès national.

Il nous faut résister, nous opposer résolument à la tentation de prendre des raccourcis dans la préparation du congrès. Dans trois semaines, le congrès; il ne faut pas que ces trois semaines soient uniquement la dernière ligne droite pendant lesquelles on rattrape le retard pris à cause des vacances en cherchant à régler de façon technique :

- l'inscription des délégués;
- la collecte des mandats.

.../...

Nous devons faire preuve de vigilance pour que le congrès, les congrès d'AGE soient pleinement partie prenante de l'activité de l'AGE, de notre bataille de défense des intérêts des étudiants. Nous devons dans la préparation du congrès, dans les trois semaines jusqu'au congrès national avancer concrètement sur notre démarche. C'est dès maintenant que les enjeux, que nous déterminons pour le congrès national doivent se gagner.

Pour cela nous devons veiller avec détermination à changer nos habitudes et je donnerai trois pistes de travail sur trois grandes questions qui se posent à l'ensemble de nos AGE, sur lesquelles il nous faut travailler avec rigueur et plus d'efficacité.

1 - QUESTION BUDGET

Question actualité, vote dans toutes les facultés ... pourtant je pense qu'aujourd'hui nous ne nous donnons pas tous les moyens de gagner, de débattre, et de l'action de tous les étudiants.

A cela j'y vois plusieurs raisons : nous ne menons pas cette bataille des moyens pour nos Universités avec suffisamment de détermination en partant bien d'où en sont les étudiants sur cette question.

Posons-nous la question : que représentent pour la majorité des étudiants ces problèmes de budget ?

Savoir que peu d'étudiants connaissent le fonctionnement de l'Université, et donc que c'est le conseil d'administration qui vote ce budget, qu'ils sont peu informés de tout cela, explique beaucoup que, posé en tant que tel, le vote du budget leur passe au-dessus de la tête.

Quel intérêt de savoir qu'un budget est en baisse quand on ne sait pas ce que cela traduit concrètement ?

Quel intérêt de signer une pétition contre la baisse du budget de l'Université, quand celui-ci a déjà été voté, que le sentiment d'impuissance face aux questions budgétaires se développe ?

Comment appréhender le problème de désengagement de l'Etat lorsque l'on ne place pas celui-ci dans le contexte des transformations de l'Université, de la logique de la politique universitaire ?

Pourtant, les budgets des Universités vont conditionner la vie et les études des étudiants l'an prochain, c'est donc en question primordiale à laquelle il faut nous attaquer avec détermination, dans le cadre de la préparation du congrès. En utilisant pleinement nos élus, nos délégués, notre AGE.

Dans trop d'endroits, nous traitons ces problèmes de budget de façon technique, nous n'utilisons pas bien nos élus, nous ne nous servons pas de la force importante que représente les étudiants organisés. Trop souvent on ne prépare pas avant, le vote dans les conseils, en informant, en débattant et en décidant d'action. Nous nous battons trop tard, avec trop peu d'étudiants et d'adhérents sur cette question.

.../...

Amphithéâtre par amphithéâtre, informons les étudiants sur les hausses des droits d'inscription, ce que la baisse du budget traduit concrètement dans leur formation, à quelle logique cela correspond, avec la volonté de déboucher sur des actions.

C'est cette démarche qui nous permettra de mieux intervenir sans plaquer ces problèmes, ces questions à côté des questions que se posent les étudiants, mais bien en partant de ce qui est vécu et ressenti.

De même, comment être le syndicat au coeur des études si la question des examens passe inaperçu dans notre activité.

2 - EXAMENS

Nous entrons dans une période où le souci permanent des étudiants, de l'ensemble de nos organisations, de nos présidents d'âge, c'est les examens. Avec un tel dénominateur commun, s'exprimant au même moment entre nos dirigeants, nos adhérents et l'ensemble des étudiants, il est important d'intervenir nos élus, faire un travail en direction de nos adhérents dans un premier temps pour leur donner tous les moyens d'intervenir sur cette question.

N'attendons pas le dernier moment pour réagir, n'attendons pas les premiers saccages, il nous faut mettre en oeuvre tous les moyens pour permettre aux étudiants de réagir immédiatement dès que des conditions d'examens sont anormales, pour agir immédiatement pour qu'ensemble ils réussissent leurs examens, développent la solidarité au coeur de leurs études.

Ici aussi en informant les étudiants sur leur droit, sur les modalités d'examens, nous facilitons notre démonstration sur la nécessité de réagir si il y a saccage, que les résultats d'examens ne sont pas fatals.

En développant notre activité dans la période tant sur le budget que sur les examens, nous devons améliorer notre pratique, améliorer la vie de l'UNEF, en développant la troisième piste de travail.

3 - ORGANISER LES ETUDIANTS X

Trop peu d'AGE ont tenté d'organiser les étudiants avec les délégués de TD, et quand cela a été fait, c'était de façon partiellesans objectif concret de travail entre les élus et les délégués, sans améliorer la réflexion, le travail en direction de l'ensemble des adhérents.

Des délégués de TD sur les questions de budget, d'examens par exemple, ce sont des gages de réussite et d'efficacité. Je cite le projet de résolution : "des étudiants organisés, ce sont des étudiants qui peuvent savoir, c'est la meilleure façon d'être informé.

Des étudiants organisés, ce sont des étudiants qui se réunissent pour discuter, débattre, proposer et décider de l'action.

Des étudiants organisés, ce sont des étudiants qui se contactent rapidement dès qu'il faut réagir."

.../...

Développer l'activité sur ces trois pistes de travail :

- budget;
- examens;
- s'organiser.

C'est nous permettre dès maintenant de bien préparer les élections d'UFR.

Quel meilleur moyen pour avoir des candidats aux UFR que les délégués de TD, quels meilleurs moyens pour intervenir sur chaque question, être connu dans chaque filière de formation, sinon avec des délégués de TD. Ils représentent une des conditions pour progresser sur le syndicat au coeur des études.

Quel meilleur moyen pour être crédible, sur nos capacités à défendre les étudiants, qui étaient intransigeants dès maintenant sur les questions de budget, d'examens etc ...?

Développer notre activité jusqu'au congrès, c'est se donner plus de moyens pour inscrire plus de délégués au congrès national. Un adhérent de l'UNEF ressent plus le besoin de participer au congrès d'AGE, national, s'il est intégré dans l'organisation, si avec lui on développe une activité, des actions.

C'est dans le cadre du développement de l'activité que doit se placer les congrès d'AGE.

Je voudrais m'arrêter un peu sur les congrès d'AGE. En effet, ils doivent tenir une place importante dans la préparation du congrès national, comme des outils pour développer et aller plus loin dans l'activité des AGE, et pour préparer le congrès national.

Le congrès d'AGE apparaît comme une étape nécessaire et indispensable dans la préparation du congrès national.

Nous devons faire un effort pour la préparation de nos congrès d'AGE, il doit nous permettre de débattre, de discuter non pas en général, mais bien pour servir aux activités et au développement de l'AGE.

Nous devons y analyser la situation de notre Université, tant au niveau de la politique universitaire de la faculté qu'au niveau des rapports de force de l'université, avoir une analyse lucide du contexte syndical pour prendre des décisions, pour aller plus loin dans les actions entreprises, pour gagner de nouvelles implantations et un renforcement de l'organisation.

Les congrès d'AGE sont déterminant pour l'activité de l'AGE, lui redonner plus de souffle, et indispensable pour ne pas sauter d'étape avant le congrès national.

Par le développement de la réflexion et des actions locales, par le travail qu'ils vont faire avancer sur l'organisation, ils vont nous permettre d'enrichir le débat au niveau national, de ne pas le couper de la réalité avec des délégués qui ont fait l'expérience, qui ont débattu, réfléchi sur le syndicat qu'il nous faut, qui parle bien des étudiants pour développer des actions.

La préparation des congrès d'AGE, c'est l'occasion de se réunir, de réfléchir, de travailler en fonction d'objectifs clairs et définis à partir d'une analyse de la situation :

- . qu'est-ce qu'il se passe ?
- . comment est-ce ressenti pas les étudiants ?

.../...

et non plus au coup par coup, sans objectif à long terme. Bien tenir nos congrès d'AGE, c'est nous tenir à notre décision d'avoir un congrès responsable, qui travaille parce que nos délégués auront déjà entamé le débat, fait des expériences.

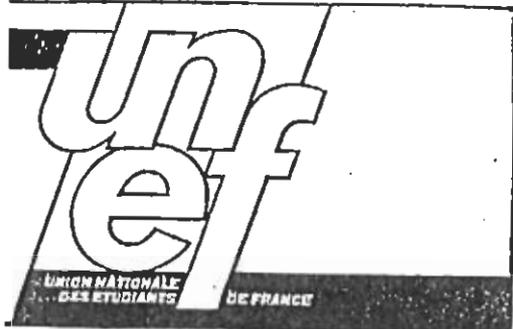
Contrairement à l'an passé, de nombreuses AGE ont décidé de tenir des congrès, il nous faut bien les préparer, prendre toutes les mesures qui s'imposent pour les réussir, pour associer le maximum d'adhérents. Cela nécessite que dès maintenant des courriers partent, qu'on discute avec tous les copains, un par un, qu'on réunisse les associations.

Chers Camarades,

Il nous reste trois semaines, trois semaines pour réussir notre 71ème congrès. C'est peu, mais cela peut être beaucoup si nous y mettons toutes nos forces.

- nos forces, c'est l'ensemble de nos adhérents, l'ensemble de nos élus et responsables;
- nos forces, c'est l'ensemble des délégués inscrits qui peuvent chacun contribuer largement;
- nos force, c'est le nombre des congrès d'AGE qui vont se tenir, leur capacité et leur volonté d'aller au fond des choses, de faire du syndicat, dans chaque faculté, la force qui compte pour organiser les étudiants, pour changer nos études.

Votre responsabilité de présidents d'AGE doit être l'atout qui permet de mettre toutes ces forces en mouvement et réussir le 71ème congrès de l'UNEF.



SERVICE de PRESSE

Communiqué

L'UNEF a pris connaissance de la déclaration de politique générale de Jacques Chirac à l'Assemblée Nationale le 8 Avril.

Dans son programme d'action, le premier ministre attribue une large part à la formation des jeunes et à l'éducation. Concernant l'Université, ces orientations sont précisées par la proposition de loi RPR/UDF -dont fait état la presse- visant à se substituer à la loi de l'Enseignement Supérieur du 26-1-84, dite "LOI SAVARY".

Autonomie des Universités au service de la concurrence, sélection des étudiants à l'entrée de la fac, remise en cause de la reconnaissance nationale des diplômes, participation des étudiants aux instances universitaires réduite à une peau de chagrin, tels sont les fondements de ce projet.

Rien n'est avancé quant à la politique de formation, d'aide sociale !...

Nous tenons à rappeler que l'UNEF avait soutenu la loi de 1984, et qu'elle s'est systématiquement opposée depuis à toutes les mesures contraires à son esprit, esprit qui mettait en avant :

- l'urgence d'une réelle démocratisation de l'Enseignement Supérieur
- la rénovation des formations
- l'ouverture de l'Université sur l'extérieur, afin de participer à une réelle modernisation du pays
- la lutte contre l'échec et l'abandon et toutes formes de sélection .

La non application, dans les faits, de cette loi rend ces objectifs d'une actualité brûlante.

Or force est de constater que les projets du gouvernement, loin d'abonder dans ce sens, vont largement contribuer à poursuivre et à accélérer le déclin de l'Enseignement Supérieur.

Aussi l'UNEF s'oppose-t-elle fermement aux dispositions d'ores et déjà annoncées et n'acceptera aucune atteinte au service public de l'enseignement supérieur, aucun recul favorisant un système élitiste qui accroît les inégalités sociales, géographiques et sectorielles.

C'est dans ce sens que l'UNEF se prononce contre l'abrogation de la loi de l'Enseignement Supérieur de 84.

Face à la volonté exprimée par M. FOYER de voir cette proposition de loi votée de toute urgence, l'UNEF appelle les étudiants, l'ensemble de la communauté universitaire et du monde du travail, à un large débat sur la politique de formations des jeunes.

Plus que jamais, ce qui va compter, c'est la capacité des étudiants à agir pour défendre leurs droits et à s'organiser pour changer leurs études. Pour cela, ils peuvent compter sur l'UNEF.

Conférence des Présidents
des Associations Générales de l'UNEF
- PANTIN le 12 Avril 1986 -

LES COMMISSIONS

DU 71^o

Le 71ème congrès comprendra deux séries de commissions.

Elles auront lieu le VENDREDI 2 MAI après-midi, pour les "commissions par champ d'activités" (aide sociale, structures universitaires, 3ème cycle, formation, accueil, service national.) et le SAMEDI 3 MAI au matin, pour les commissions par responsabilité (trésorerie, organisation, inter, élus, services).

Ces commissions arrivent donc dans le congrès après deux journées et demie de débat général sur la situation à l'Université, où en sont les étudiants, le bilan de notre activité et le syndicalisme à construire au coeur de nos études.

Avec ces commissions, nous devons nous fixer deux objectifs prioritaires

- 1°) Exploiter tout ce qui aura été dit dans le débat général pour orienter le débat vers la construction du syndicalisme que nous voulons mettre en oeuvre partout.

Ces commissions doivent donc permettre dans le débat général qui suivra le samedi après-midi, une discussion riche sur l'organisation, les moyens du syndicat et nos terrains d'intervention prioritaires.

De ces commissions doivent émerger des propositions claires et précises qui constitueront notre projet d'action, notre plate-forme revendicative et nos perspectives d'organisation du syndicat dans les facultés. Sans être exhaustif, ce projet concret doit permettre aux AGE d'être efficaces dès le retour du congrès.

.../...

Cela pose une question essentielle à l'ensemble des délégués : sur quelles bases chaque délégué va-t-il se déterminer pour participer à telle ou telle commission ?

Qu'elle doit-être la composition des différentes commissions du congrès ?

La réponse à cette question doit prendre en compte les aspects suivants :

- les préoccupations essentielles des AGE avec les perspectives fixées lors du congrès d'AGE;
- l'expérience dont est porteur chaque délégué au congrès national et qu'il peut faire partager pour enrichir les propositions finales;
- chaque AGE doit avoir le souci de répartir l'ensemble de ses délégués au congrès de manière à couvrir la totalité des commissions qui sont peu nombreuses et constituent des terrains d'intervention ou d'organisation fondamentaux pour notre syndicat;
- la grande diversité des délégués qui seront présents au congrès, de sorte qu'il y aura dans chaque commission, à la fois, des délégués porteurs d'expériences, et à la fois, des délégués plutôt demandeurs d'informations.

VENONS-EN PLUS PRECISEMENT AU CONTENU DE CES COMMISSIONS

I - LES COMMISSIONS PAR CHAMP D'ACTIVITE

Int : Le débat général préalable, aura abordé la réalité de l'Université, la situation des étudiants, intégrant de fait les sujets contenus dans ces commissions.

Ceci nous permettra de faire le lien organique qui existe entre toutes les questions, et de voir comment chacune d'elle participe, à son niveau, à entretenir, voire, à aggraver la sélection arbitraire injuste et abusive qui sévit à l'Université.

Le travail dans ces commissions par champ d'activité, nous permettra donc d'approfondir la réflexion du congrès dans plusieurs directions.

Mais il est un écueil à éviter : celui d'avoir un débat général très théorique, voire trop autocritique sur le fond, sans qu'émerge aucune proposition, et des commissions très techniques.

Il est donc essentiel de commencer dans ces commissions, par appréhender comment chaque question contribue à la situation générale de l'Université, sans souci aucun de découpage.

A partir de là, le débat et l'action s'engagent et s'organisent pour changer les choses : les grands axes d'action du syndicat commencent alors à se dessiner.

Chaque étape a son importance et amène la suivante. De plus, il nous faut éviter le catalogue "étudiant de la Redoute" au sortir de ces commissions, commissions qui doivent aboutir à l'élaboration de la plate-forme de l'UNEF pour l'année à venir.

La liste des propositions qui seront faites, ne sera en effet, nullement exhaustive et ne constituera pas un ensemble de positions figées et définitives du syndicat sur l'Université.

.../...

En revanche, c'est bien d'une plate-forme qu'il s'agit et non d'un programme dans la mesure où l'essentiel est d'avoir sur chaque question, une orientation du syndicat que nous aurons décider à faire débattre par les étudiants, autour desquels nous agirons et nous nous organiserons avec eux dans la faculté.

1) COMMISSION AIDE-SOCIALE

Elle sera centrée sur le thème de la sélection dans son ensemble (par l'argent, sélection sociale, à l'entrée à l'Université, pendant les études).

Le but étant de mieux cerner cette question cruciale de la sélection qui touche de multiples aspects de notre vie d'étudiant, sous de formes très diverses.

La sélection et son caractère arbitraire, bien souvent associés: c'est la première chose à laquelle s'attaque le syndicat depuis de nombreuses années. Cela mérite donc d'en aborder toutes les facettes et de réfléchir au type de réponse, d'intervention que le syndicat peut y opposer.

Se pose alors :

- . le problème de la démocratisation de l'enseignement supérieur : qu'est-ce que cela signifie pour nous ?
Quelles mesures primordiales seraient nécessaires pour aller dans ce sens ?
- . la question des moyens financiers et des responsabilités, ce qui nous conduit à la notion d'engagement de l'état ?
Dans quelle mesure l'état ne joue-t-il plus son rôle actuellement ?

Cela amène directement la commission à faire des propositions pour définir le système d'aide sociale qu'il nous faut en prenant en compte l'aide directe (bourses; FSV, prêts d'honneur...) et l'aide indirecte (restauration, transport, santé, mutualité, logement).

2) COMMISSION SERVICE NATIONAL

Pour nombre d'étudiants, le service national constitue un calvaire à ne pas évoquer. Un an de perdu sous les drapeaux, avec la difficulté de poursuivre ensuite ses études après cette interruption d'un an.

Sur cette question, c'est souvent le chacun pour soi; la débrouillardise chez les étudiants, que ce soit pour obtenir un sursis au-delà de 22 ans, pour être incorporés près de leur domicile, ou au contraire, faire de la coopération, ou tout simplement pour être exemptés ou réformés.

Pourtant, le syndicat peut permettre aux étudiants de s'organiser, de ne plus être isolés sur cette question.

Depuis plusieurs années, l'UNEF demande le sursis au-delà de 22 ans pour tout étudiant, une formation enrichissante si possible, proche de celle reçue à la faculté, une réévaluation de la solde vraiment dérisoire du soldat, la possibilité de suivre une partie du universitaire pendant l'année du service national.

D'autres propositions sont à examiner pendant cette commission, en vue d'être plus efficaces sur cette question cruciale.

.../...

3) COMMISSION ACCUEIL

Cette commission prend tout de suite un caractère très concret, avec la préparation des chaînes d'inscription de la rentrée prochaine peu après le congrès national.

Elle pose en fait la question du premier contact des bacheliers avec le milieu universitaire et tout particulièrement avec le syndicat étudiant qui se doit d'atteindre plusieurs objectifs lors de cet accueil des nouveaux étudiants.

- 1) être capable d'informer très précisément et complètement les bacheliers qui arrivent sur les chaînes d'inscription, puis dans leur faculté à la rentrée universitaire. Cela nécessite une organisation concrète et une mobilisation des adhérents dont il faudra discuter dans la commission.
- 2) L'accueil constitue toujours un enjeu déterminant pour notre syndicat, dans la mesure où c'est à cette occasion que nous sommes amenés à proposer à des milliers d'étudiants de nous rejoindre, d'adhérer au syndicat pour être informés, avoir les moyens avec son association d'être actifs dès le début de l'année sur leurs études dans leur faculté. Et nous savons tous, par expérience, combien c'est déterminant à la rentrée universitaire, ne serait-ce qu'au niveau du climat de l'amphithéâtre, que des centaines de première année soient partie prenante dans l'UNEF pour intervenir et s'organiser ensemble sur leurs études.

Cela est donc également un enjeu pour l'organisation de chaque AGE, pour qui ce renouvellement des adhérents est indispensable.

Il s'agit donc, dans cette commission accueil, d'aborder en profondeur

- = la question de l'adhésion au syndicat;
- = le contact, l'attitude des syndiqués face aux nouveaux étudiants;
- = l'organisation des chaînes et de la rentrée université (guide local - national - expositions-stands ...)

de manière à ne pas être pris par le temps à la sortie du congrès pour préparer les chaînes et la rentrée.

4) COMMISSION FORMATION

Cette commission vise tout d'abord à illustrer la situation générale de l'Université, qui se sera dégagée du débat général au travers des formations.

Nous devons en effet faire un bilan de nos formations autour des questions suivantes :

- la sélection - l'entrée dans les formations;
- le contenu - l'enseignement;
- le contrôle des connaissances;
- les finalités - les débouchés.

L'objectif n'étant pas de faire un catalogue pour chaque formation de ce qui ne va pas et de ce qu'il faudrait faire, mais de dresser ensemble un bilan précis qui nous aide à mieux voir où en est l'Université aujourd'hui, et dans quel cadre nous devons construire notre action pour l'avenir.

Nous ne sortirons donc pas de la commission avec des propositions précises d'actions pour chaque formation, mais avec un projet approfondissant notre analyse sur les formations et traçant des perspectives, une orientation que chaque AGE pourra mettre en oeuvre à la sortie du congrès.

Le problème particulier qui est posé pour le développement du syndicat en IUT et dans le secteur santé, sera abordé dans ce sens mais de façon précise.

5) 3ème CYCLE:

6) STRUCTURES UNIVERSITAIRES:

II - LES COMMISSIONS PAR RESPONSABILITES

Ce temps de travail par commission, correspond essentiellement à l'organisation du syndicalisme que nous voulons mettre en oeuvre. Cela doit correspondre dans les AGE à des tâches précises des membres des bureaux d'AGE.

1) COMMISSION TRESORERIE:

Elle doit permettre à nos AGE de mieux faire de la question du fric, un souci quotidien partagé par l'ensemble des adhérents. Il faut gagner un changement d'attitude sur cette question et ce partout.

Pour cela, l'activité financière d'une AGE ne doit en aucun cas, être coupée du reste de l'activité.

Cela suppose de développer une réflexion approfondie sur les moyens du syndicat, le financement de chaque initiatives par les Etudiants, les profs, les personnalités,

Nous avons besoin d'un TRESORIER dans chaque AGE, dans chaque Association, qui ait un rôle moteur dans l'activité du syndicat.

Une AGE qui ne rapporte pas de fric est une AGE qui se limite énormément dans son activité puisqu'elle se prive **elle-même** des moyens nécessaires pour intervenir largement dans la Fac.

C'est pourquoi, le trésorier d'une AGE n'est pas celui qui conserve précieusement le carnet de chèques près de lui afin de limiter les dépenses mais, celui qui impulse les rentrées financières du syndicat en lien avec l'ensemble du Bureau d'AGE.

De même, toute activité, initiative d'une AGE nécessite une réflexion de l'ensemble des adhérents sur son financement en faisant de la collecte auprès des Etudiants et des profs un outil systématique.

Cette commission doit donc permettre à chaque AGE de s'organiser sérieusement sur la question du fric et cela dès la rentrée du Congrès.

On peut, par exemple, aboutir à la fin de la commission à l'élaboration d'un projet de budget -"type" d'une AGE, prenant en compte toute l'année Universitaire (chaînes, rentrées, élections, exams, congrès, ...) et l'ensemble des activités: collectes, fêtes, tombolas, adhésions, prélèvements automatiques, publicités, services.

De plus, c'est lors de cette commission que sera proposé le nouveau tarif de cotisation pour 86/87 ce qui débouchera sur une décision pendant le Congrès.

2) COMMISSION ORGA.

Sera organisée autour de la question suivante:

Comment structurer les activités d'une AGE dans une fac de manière à ne pas intervenir par à coups mais à assurer une présence active et régulière du syndicat ??

C'est donc toute la question de la cohérence et de la permanence de l'activité des AGE qui est posée.

Cela nécessite de voir à quelles conditions, dans les Facs, nous serons capables de provoquer un rassemblement, une intervention collective sur chaque problème soulevé par les Etudiants.

Cela doit nous pousser à mener une réflexion sur la Fac à partir de l'expérience de chacun dans son Amphi, son TD.

De même, cela pose directement la question de l'adhésion au syndicat qui doit devenir un souci quotidien de chaque adhérent dès qu'il mène le débat sur un problème précis avec les Etudiants de sa Fac.

Mais l'adhésion, c'est aussi un temps fort de l'activité au moment de l'accueil des nouveaux Etudiants (chaînes, rentrées) ou de la remise des cartes aux anciens adhérents.

Il est donc nécessaire de revenir dans cette commission sur la démarche qui fonde cette pratique de l'adhésion au syndicat qui doit être généralisée si l'on veut vraiment enrayer le recul du fait syndical que nous constatons à l'Université.

Nous devons placer sur le même plan la question de l'Union Nationale, structure de coordination indispensable à tout moment de la vie du syndicat que ce soit pour approfondir la réflexion menée dans chaque AGE sur la politique Universitaire et ses retombées dans les Facs ou pour impulser l'intervention des AGE sur les problèmes d'ampleur nationale, communs à toutes les villes universitaires.

Il y a donc besoin de discuter précisément de quelle Union Nationale le syndicat a besoin aujourd'hui pour le rendre plus efficace, lui permettre d'être plus utile en permanence aux AGE.

Par ailleurs, il est nécessaire de voir quelle place l'Elu(e) doit occuper dans l'orga dans la mesure où c'est lui qui va impulser à différents moments l'intervention collective pour mener le débat avec les Etudiants, les profs,

Comment se rendre à LIMOGES

Le cheval n'étant pas un moyen de locomotion assez rapide, le chameau ne supportant pas le climat de Limoges, les AGE sont priées d'envisager d'autres moyens pour se rendre au 71ème congrès.

Le transport est une question à ne pas sous-estimer, d'autant plus qu'il est souvent cause de dettes qui traînent d'année en année.

Ainsi, le car n'est-il pas toujours la solution meilleur marché.

Il y a plusieurs manières d'assurer le transport des délégations jusqu'à Limoges.

- LE CAR

C'est intéressant s'il est rempli ! Aussi pour le remplir, il est possible que plusieurs AGE d'une même région utilisent le même car. Contactez le Bureau National pour voir avec quelles AGE vous pouvez vous organiser.

De plus, il existe plusieurs tailles de car, (30, 45 et 60 places) ne pas voir trop grand.

- LE TRAIN

La S.N.C.F. fait des réductions congrès (- 20 %) et des tarifs groupes uniquement pour des aller et retour.

- LE MINIBUS

C'est intéressant car n'importe qui peut le conduire. Il comprend neuf places.

- LA VOITURE

Prévoir plusieurs chauffeurs.

Pour éviter des dettes inutiles que l'on traîne par la suite, il est important que vous vous préoccupiez du transport dès maintenant, sans attendre, pour être sûr de pouvoir comparer les différents modes et trouver la solution la meilleure marché.

Dans tous les cas, avant de décider de manière définitive, fais-en part au Bureau National pour que nous puissions coordonner le départ de toutes les AGE et que nous puissions prévoir les infrastructures sur place à Limoges (parking, hébergement, logement des chauffeurs ...)

En attendant ton coup de fil ...

Pierre VILLARD
Secrétaire national.

DEROULEMENT du Congrès

1 MAI	2 MAI	3 MAI	4 MAI
<p>8h00 Validation des mandats</p> <p>10h00 Manifestation du 1^o Mai</p> <p>12h30 REPAS</p> <p>14h30 <u>OUVERTURE du 71^o Congrès</u> de l'UNEF par le président de la commission de contrôle.</p> <p>14h45 Rapport du Bureau National présenté par Régis PIQUEMAL président de l'UNEF</p> <p>16h00 Elections du Bureau du Congrès</p> <p>16h15 Elections des commissions : * commission des mandats * commission de la Résolution</p> <p>16h30 <u>Débat Général</u></p>	<p>9h00 Débat Général</p> <p>10h30 Présentation des invités du 71^o congrès de l'UNEF</p> <p>12h15 Allocution du Président de l'Université de Limoges</p> <p>12h30 REPAS</p> <p>14h30 <u>Commissions par champs d'Activités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Aide Sociale * Formations * 3^o Cycles * Accueil * Structures universitaires * Service National <p>19h00 REPAS</p> <p>20h30 Rapport sur l'Activité Inter</p> <p>21h00 Débat et Allocution d'Invités</p> <p>22h30 FIN de la Journée</p> <p>22h30 Réunion des commissions des mandats et de la résolution</p>	<p>9h00 <u>Commissions pas responsabilités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Organisation * Trésorerie * Services * International * Elu(e)s <p>12h30 REPAS</p> <p>14h30 <u>Débat Général</u></p> <p>18h15 Allocution du Maire de Limoges</p> <p>18h30 Rapport de la commission des mandats</p> <p>19h00 REPAS</p> <p>20h20 Comptes Rendus des commissions</p> <p>21h30 <u>CONCERT</u></p> <p>22h30 FIN de la Journée</p> <p>22h30 Réunion de la commission des candidatures au B.N.</p>	<p>9h00 Rapport Financier</p> <p>10h00 Débat Général</p> <p>12h30 REPAS</p> <p>14h30 Rapport de la commission de la Résolution</p> <p>VOTE de la RESOLUTION</p> <p>16h00 Rapport de la commission des candidatures du Bureau National</p> <p>16h30 <u>ELECTIONS du BUREAU NATIONAL</u> de la commission de contrôle et de la commission de contrôle financier</p> <p>17h00 <u>Conclusions Générales de 71^o congrès par le président de l'UNEF</u></p> <p>18h15 <u>Fête de CLOTURE</u></p> <p>19h00 REPAS</p>

QUESTIONS d'ORGA

Le 71ème congrès de l'UNEF va être amené à cerner, avec précision, les transformations qui marquent l'Université et les étudiants.

Je n'y reviendrai pas ici, dans le détail, le projet de résolution y consacre une large part.

Nous traversons une période où bien des valeurs, bien des "façons de penser" ont changé. L'élitisme et la sélection sont des idées qui gagnent du terrain. La démocratisation n'est plus démocratie. L'individualisme est prôné comme étant la clé de la réussite. Enfin, l'Université n'avance pas vers les objectifs fixés pour elle dans la loi de 1984, mais vers une soumission étroite aux priorités économiques conjoncturelles.

En clair, tout est bouleversé.

L'UNEF se doit de bien comprendre toutes ces mutations, d'en voir le sens réel, leur "pourquoi", leur "comment", et cela de manière syndicale.

Il ne s'agit pas là de se contenter d'un constat, d'un historique des choses. En fait, il s'agit d'imprimer une démarche de fond : être capable, à tous les niveaux du syndicat, d'apprécier, à chaque étape de l'année universitaire ce qui bouge dans les facultés et chez les étudiants.

Car là réside la base de notre activité. Cette démarche est essentielle, vitale même.

Je pense que le congrès aura à l'a approfondir.

Cette démarche, qui part des étudiants de ce qu'ils vivent, mais aussi de la façon dont ils ressentent et dont ils parlent des choses, doit être généralisée, partagée de tous. Car elle pose complètement les objectifs de l'UNEF et sa démarche.

Le projet de résolution le montre, l'UNEF doit oeuvrer à renforcer considérablement le niveau d'organisation des étudiants.

Nous mesurons là l'importance de notre responsabilité, mais aussi l'ampleur nouvelle des réponses que nous devons apporter dans la période.

Bien évidemment, rien ne viendra d'un coup; nous proposons un mouvement d'ampleur qui va se heurter à l'offensive de la plupart des forces à l'Université et en dehors de l'Université.

Voilà pourquoi je pense qu'un des enjeux fondamentaux du 71ème congrès est bien une question ... d'organisation.

Je voudrais dire tout de suite qu'il serait faux et inutile de prendre ce problème en y apportant des "trucs", des solutions toutes faites, quelles qu'elles soient.

D'autant que nous avons avec ce congrès un retard certain à rattrapper, qui a valu et qui vaut encore, bien de difficultés au syndicat.

En 1983, nous sommes en plein coeur de la bataille sur la loi d'orientation. Une bataille ample, où l'UNEF a su mobiliser par la force de ses propositions et de ses initiatives.

Le 68ème congrès qui se tient en Avril, met en avant la création des associations. Pourtant, leur mise en place, si elle se traduit par une conception nouvelle de l'activité, ne permet pas de renforcer le niveau d'organisation des étudiants. Les conséquences sont rapides et se traduisent par notre incapacité à agir pour la mise en place concrète faculté/faculté de la réforme.

En 1984, lors du 69ème congrès, l'UNEF ne prend pas bien la mesure des reculs déjà importants qui marquent la politique universitaire; le manque de débat sur la pratique syndicale ne permet pas de nous adapter. La porte est alors ouverte à une série d'hésitations, à la recherche de solutions plaquées destinées à combler un vide : difficulté à associer tous les adhérents difficulté à tenir l'aspect "revendicatif" et l'aspect "associatif". Encore une fois, le congrès de Colombes n'apporte pas les réponses nécessaires.

Le retard est donc certain en matière d'organisation.

Pour le rattraper, nous devons certes regarder derrière nous, critiquer nos pratiques, mais cela ne suffit pas, l'autant qu'à l'UNEF, le renouvellement des militants et des directions est tel que la mémoire collective n'est que très partielle.

Nous devons donc, essentiellement nous appuyer sur l'expérience de l'année en cours.

Me nous dit-elle ?

Ces mois écoulés depuis la rentrée, dessinent une ligne ascendante, qui correspond à un accroissement de l'activité syndicale, à un renforcement des AGE. Le point de départ de ce renforcement est souvent bien différent selon les AGE considérées.

Pour certaines, c'est l'acuité des problèmes posés lors de la rentrée d'Octobre; pour d'autres, c'est la meilleure perception du sens de toutes les mesures prises; pour d'autres enfin, c'est la perspective des élections universitaires.

Quoi qu'il en soit, partout, il existe un réel mouvement d'adhésions nouvelles, en cours d'année; partout nous trouvons une nouvelle génération de militants, voire même responsables; enfin, dans bien des facultés, la vie syndicale se structure, devient plus rigoureuse.

On ajoute aussi que les élections, où elles ont eu lieu, ont permis un contact nouveau avec les étudiants; nous avons tissé d'autres liens, dans les amphithéâtres.

Enfin, tout cela n'est pas linéaire. Les inégalités sont importantes. Tout reste à solidifier, à rationaliser, à enrichir.

Alors que le niveau d'organisation des étudiants baisse, il n'en est pas moins vrai que la génération des AGE cette année, est faite d'étudiants qui sont inquiets de leur avenir, mécontents de leur formation, exigeants pour leurs études.

Là encore, la résolution du congrès affine cette réflexion. Rien d'autre que cela explique ce mouvement de renforcement de l'UNEF.

On comprend dès lors la corrélation étroite qui existe entre notre capacité à comprendre vraiment ce qu'il se passe à l'Université et chez les étudiants et d'un autre côté, notre activité syndicale.

Je crois que cette corrélation ne va que se renforcer dans la période à venir.

Il est fréquent d'attribuer, trop hâtivement, les difficultés que rencontre le syndicalisme à un problème d'orientation, à un manque de proposition, à une perte de crédibilité.

Problème d'orientation ? Je ne pense pas. Manque de proposition, perte de crédibilité ? Soyons francs, je pense, en fait, que ce qu'il nous manque, c'est une démarche, un savoir faire, une rigueur qui nous permettent de nous faire comprendre, de faire avancer nos propositions sur le terrain.

Un exemple : la sélection. L'idée de sa nécessité a gagné du terrain. Elle n'est plus rejetée à priori. Elle est souvent même synonyme de qualité. En tout cas, les étudiants sentent de moins en moins la possibilité de la combattre.

L'UNEF a des propositions sur l'aide sociale, des propositions qui entendent avancer contre la sélection sociale.

Livrées telles qu'elles aux étudiants, ces propositions n'ont que peu d'effets : non crédibles dit-on. Doit-on les revoir en baisse ? Doit-on conjurer avec la volonté d'accroître la sélection ? Non !! Nous devons plutôt être capables de faire la démonstration de leur validité, de leur justesse en partant de l'idée qu'ont les étudiants de la sélection. Cela change tout, sur notre capacité à prendre en compte, ce que pensent les étudiants à combattre les idées dominantes.

On comprend mieux ce que veut dire pour nous, partir des étudiants, faire avec eux, débattre, expliquer, convaincre et proposer.

Rien à voir avec la facilité. Comme le dit la résolution, ce travail exclue tout à priori, toute délégation de pouvoir, tout raccourci.

C'est bien une question ... d'organisation !



**LES ETUDIANTS
POUR LA PAIX,
CONTRE
LA GUERRE NUCLEAIRE**



Le 71ème congrès devra donc être un moment important où se prennent des décisions nouvelles quant à l'organisation. Mais au-delà, le congrès et sa préparation doivent finalement permettre d'imprimer à toute l'UNEF une nouvelle façon de faire du syndicalisme, un nouveau style de travail, une nouvelle façon de concevoir nos rapports avec les étudiants.

En clair, le moment est venu de savoir adopter le syndicat aux étudiants, de changer l'UNEF.

Nous ne voulons pas inventer, ou encore une fois, trouver des trucs. Cela ne sert à rien.

Il faut une démarche de réflexion et de travail, il faut souder le syndicat aux étudiants.

Il me semble que nos chances sont grandes d'y parvenir, notre expérience mais encore plus, l'exigence dont font preuve les étudiants vis à vis des organisations; l'exigence dont font preuves nos nouveaux militants, nos cadres; la volonté commune à toute l'UNEF de nous renforcer, d'être une véritable force d'organisation à l'Université sont nos meilleurs atouts.

Et ce n'est qu'à partir de là que peuvent se réfléchir les unes après les autres des questions aussi diverses que l'intégration des adhérents, le rôle des élus, l'Union Nationale, l'information, la formation, les suivis, la réflexion et l'élaboration des propositions, l'activité financière ... Autant de questions qu'aborde, pour sa part, le projet de résolution.

Des questions ... d'organisation.

Régis PIQUEMAY
Président de l'UNEF.

ELUS

- . Aux présidents d'AGE
- . Aux secteurs organisations

Cher (e) Camarade,

La formation, l'information, la coordination des élus (es) Solidarité Etudiante sont des impératifs pour leur donner à tous les moyens d'exercer correctement leur mandat, pour avoir des élus (es) capables de défendre les étudiants, pour donner à l'ensemble du syndicat une force, une crédibilité et une autorité dans les conseils.

Nos élus sont exigeants par rapport à leur travail, c'est bien !

L'Union Nationale doit pouvoir se servir de cette exigence pour les faire participer à la vie du syndicat dans son ensemble, pour qu'ils en soient le moteur, pour qu'ils puissent concrétiser dans les conseils les luttes des étudiants.

Les objectifs nécessitent plusieurs choses de la part des bureaux d'AGE, chacun à son niveau.

Les congrès d'AGE doivent nous permettre de discuter de la place des élus (es) dans l'UNEF. Approfondir cette partie du projet de résolution est important pour bien intégrer nos élus dans l'activité du syndicat et ne pas les transformer en notables, en supers champions des questions universitaires.

I - UN RESPONSABLE AUX ELUS DANS CHAQUE AGE

La coordination des élus dans une AGE n'est pas une mince affaire. Cependant, la coordination entre Conseil d'Administration, Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, Conseil Scientifique, Conseil Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires et Conseil d'Unité de Formation et de Recherche, s'avère indispensable du fait de la multitude des conseils et par conséquent de la dispersion des informations.

Cette coordination passe par un camarade responsable des élus au bureau d'AGE.

Il faut profiter des congrès d'AGE pour élire un tel camarade au bureau de ton Association Générale.

II - ENVOYER LES COORDONNEES DES ELUS (ES) AU BUREAU NATIONAL

Le Bureau National a remis récemment en place un secteur élu, chargé d'assurer l'information et la formation de tous les élus (es) Solidarité Etudiante.

Le bon travail de ce secteur nécessite, dans un premier temps, de posséder toutes les coordonnées des élus (es), ce qui est loin d'être le cas pour l'instant.

III - ABANDONNER TOUS LES ELUS (ES) AU "BULLETIN DE LIAISON DES ELUS(ES)"

Tous les élus (es) dont nous possédions les coordonnées ont déjà reçu une lettre que tu as dû recevoir avec le dernier numéro d'UNEF INFORM (n° 49).

Cette lettre proposait l'abonnement au B.L.E.

Etre abonné au B.L.E. c'est vraiment une garantie de posséder tout ce dont on a besoin pour mener à bien sa responsabilité d'élu (e) : texte, analyse, expériences.

Par conséquent abonner tous les élus (es) de ton AGE constitue une manière de le leur permettre.

Le prochain numéro du B.L.E. sera envoyé à tous les élus (es) abonnés ou non, comme numéro d'essai. Je te demande de t'en servir pour les faire abonner.

De plus, le secteur élus (es) enverra dans les prochains jours une lettre à l'ensemble des élus (es) Solidarité Etudiante pour leur participation au 71ème congrès de l'UNEF.

- Elire un responsable aux élus (es) au bureau de ton AGE;
- Envoyer les coordonnées de tous les élus (es) de ta ville au Bureau National;
- Faire abonner tous les élus (es) de ton AGE au B.L.E.

Je compte sur toi pour que ces trois objectifs soient remplis rapidement par ton Association Générale.

Amicalement.

Pierre VILLARD
Secrétaire National

MONORY / PRESSE

Pour la première conférence de presse de MONORY, il y en avait du monde.

Une salle comble, des gens assis par terre, debout, on se déplaçait en rampant.

Cela dit, les propos du ministre ne furent pas à la hauteur : du déjà vu, du déjà cuit.

Tout d'abord, MONORY présente sa méthode de travail, ses collaborateurs. Pour ce qui est de la première, il s'évertura à être transparent.

Des conférences de presse régulières auront lieu tous les quinze jours pour présenter l'évolution des choses.

Outre la transparence, M. MONORY s'engage à dire la vérité, toute la vérité ; il n'est pas homme à cacher quoi que se soit "vous me connaissez !" conclut-il !

Autre point fort de sa méthode de travail : l'efficacité

Pour ce faire, pas un projet ne sera élaboré sans qu'une étude sur les moyens pour le mettre en place ne soit faite.

C'est ainsi qu'en tant que défenseur assidu de l'égalité, un crédit de 100 millions de francs sera alloué dans le prochain collectif budgétaire pour financer l'école privée.

Dans le cadre du plan "informatique pour tous, un plan de financement du privé sera fait, ... quant au public ??? ... pas mot ne fut dit.

Pour ce qui de ses objectifs, il n'y aura pas de réforme MONORY, tout juste abrogation de la loi dite "SAVARY" et mise en place d'une nouvelle loi dite "MONORY".

D'ici 2 mois, outre le financement du privé, il s'appliquera à :

- * accélérer la déconcentration
- * parfaire l'égalité privé-public
- * lutter contre l'échec scolaire
- * travailler sur l'autonomie des universités ("... financement direct et personnel des universités parallèlement au désengagement de l'état) et sur la concurrence inter-fac, seules garanties de la qualité de l'enseignement.
- * la désectorisation ??? pas cette année

Du travail en perspective !

j'oubliais un détail qui ne manque pas de pétillant, MONORY nous annonce qu'il accepte et assumera toute impopularité. Se tramerait-il quelque mesure impopulaires ? Telle est la question !

C'est au tour de ses collaborateurs de causer :

DEVAQUET :

Sa mission sera limitée au vaste domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il ira quêtant, à la recherche de réponses aux questions qu'il se pose :

- 1/ Quelles structures pour le système universitaire et pour la recherche ? (Réponse : allègement administratif, décroisement,..)
- 2/ Quelles relations entre elles l'Architecture lie-t-elle ? (Réponse : autonomie, réorientation des études,....)
- 3/ Quelles relations avec l'environnement ?

CATTALA :

attachée aux problèmes de formations professionnelles, d'insertion :

1/ un constat : 1 jeune sur 4 est au chômage

2/ il faut cesser de culpabiliser les employeurs.

La raison du chômage est en amont, il faut se préoccuper de la cohérence de la formation.

3/ la société évolue vite, il faut donc prendre en compte de façon plus importante le problème de la formation des maîtres.

ALLIOT-MARIE :

sera chargée de missions ponctuelles.

Dans un premier temps, celles de la déconcentration, de la sécurité et de la protection des enfants, notamment, par une lutte acharnée contre la drogue et le racket dans les collèges et lycées.

A quand les pions maîtres chiens ???

Emmanuel MARIN

25-26-27 AVRIL

CITE de CUQUES

AIX EN P^{CE}

CONGRES

de la

FRUF

A VOS GUIDES

Comme chaque année, des centaines de milliers de bacheliers vont faire leur entrée à la fac. Pour certains, c'est dès le mois de juillet qu'il va falloir choisir sa filière pour d'autres, ils auront un répit jusqu'en septembre. Comme chaque année encore, ces centaines de milliers d'étudiants vont retourner à la fac, certains pour suivre leurs études, pour d'autres refaire leur année, pour d'autres encore, changer de filière, voire de ville universitaire.

Pour nous tous, le début de l'année universitaire est un moment important. En effet, il s'agit de ne pas rater le coche dès la première semaine. Obtenir une dérogation pour finir le DEUG, se faire exonérer des droits d'inscription lorsqu'on en a besoin, obtenir sa chambre en cité-U, faire une demande de FSU, s'inscrire au club sportif, rejoindre son association UNEF ... en fait tout cela se fait en si peu de temps !

Réussir son entrée à la fac, on est aussi aidé par l'UNEF pour cela.

Le guide de l'étudiant représente un aspect non négligeable de l'accueil. Il est le premier contact des bacheliers avec la fac et l'UNEF. Il constitue donc un instrument important pour le syndicat.

Pour une AGE, avoir son guide représente un atout supplémentaire de crédibilité auprès des nouveaux bacheliers.

L'an dernier, trop peu d'AGE ont édité de guides locaux pour des questions techniques et le temps. Il est donc important d'y penser dès maintenant.

Pour que ton guide voit le jour, il y a trois aspects importants : sa rédaction, son financement, son tirage.

1°) Sa rédaction :

Dans un premier temps, il s'agit de faire un sommaire très détaillé de son contenu, de réfléchir à la forme et à l'esprit que vous voulez lui donner, puis de donner chaque partie du guide à faire à un camarade. C'est en associant beaucoup de monde que ton guide sera de qualité. Une fois tous les articles rédigés, il serait bien de réunir tous les copains puis de revoir ensemble chaque article. Tu auras ainsi un guide sur lequel beaucoup de copains auront travaillé et des articles bien faits.

2°) Son tirage :

Il est urgent de prendre contact dès maintenant avec une imprimerie de ta ville pour le tirage. Il faut donner à l'imprimeur le nombre d'exemplaires, le nombre de pages, le tirage que vous voulez au niveau du format, de la qualité du papier, couleurs en couvertures ... De plus il faut voir avec lui pour les délais de tirage (sachant que pendant l'été certains prennent des vacances) de façon à l'avoir dès le début de la tenue des chaînes.

3°) Le financement :

Il faut compter le rentabiliser intégralement par la publicité. Certaines AGE, en menant bien la bataille de la pub, sont ultra bénéficiaires sur le guide.

Pour évaluer le montant des pubs, il faut connaître le coût d'impression, puis décider du volume global de pub que vous voulez y mettre. En divisant le coût par le nombre de pages de pub, vous aurez le montant d'une page de pub de votre guide. Cependant, il faut savoir que les couvertures doivent être facturées plus chères, d'autant plus, si elles sont en couleur. De plus si une page coûte 4 000 F., il faut facturer la demi page 2 500 F., le 1/4 de page 1 500 F. et ainsi de suite (ainsi on gagne plus avec deux demi pages qu'avec une page).

Si votre AGE a un journal, vous pouvez négocier des réductions sur les tarifs de pub en contrepartie de contrats publicitaires dans votre journal.

Tu trouveras ci-joint un modèle de lettre pour les annonceurs ainsi qu'un ordre d'insertion.

unef

modèle

M

Comme chaque année, l'Union Nationale des Etudiants de France lance sa campagne de rentrée pour le Guide de l'Etudiant.

Ce guide est entièrement financé par les insertions publicitaires des annonceurs qui veulent bien nous accorder leur confiance.

L'Union Nationale des Etudiants de France est la plus importante association de défense des étudiants dont le rôle social, éducatif et culturel est largement reconnu. Ses associations locales gèrent nombre de coopératives d'achat, cafétérias, imprimeries, ciné-clubs ...

Elle compte plus de 2 000 représentants étudiants dans les différentes structures de l'enseignement supérieur (conseils d'Université, oeuvres sociales, associations sportives...). La pénétration de ses différentes publications dans le milieu étudiant est à ce titre importante.

Nous vous avons peut être présenté le guide étudiant, édité dans plus de 30 villes universitaires et distribué gratuitement à chaque étudiant lors de son inscription universitaire (fin juin et juillet). Il reste disponible tout au long de l'année dans les coopératives et autres services d'entraide de l'UNEF (200 000 exemplaires dont 50 000 à Paris). Vous trouverez ci-joint un exemplaire de l'édition 85.

Conçu uniquement par les étudiants, il représente pour l'étudiant une somme d'informations locales, de tuyaux essentiels dont il a besoin tout au long de l'année, tant pour ses études que pour son logement, ses vacances, ses loisirs...

Nous sommes donc en mesure de vous proposer un support publicitaire qui vous permettrait de toucher une clientèle très précise, et ceci de façon originale et efficace. Il s'adresse en effet à un public largement intéressé par l'activité que vous développez. Vous trouverez ci-joint les tarifs d'insertion publicitaire.

Je reste à votre disposition pour un rendez-vous que vous aurez l'amabilité de m'accorder, et dans l'attente,

Je vous prie d'agréer, M
ments distingués.

l'expression de mes senti-

Pour le Service Promotion,

Dupond

INTER

Chili

L'UNION NATIONALE des ETUDIANTS de FRANCE (UNEF) vient d'apprendre l'intrusion de forces armées chiliennes sur le campus de l'Université de SANTIAGO DE CHILE, en grève depuis une semaine. L'armée a ainsi enlevé 214 étudiants et enseignants, parqués sous surveillance armée dans un stade depuis hier soir.

Ces agissements qui rappellent de façon dramatique les purges sanguinaires de Septembre 1973 démontrent une nouvelle fois s'il en était besoin le caractère fasciste de la dictature de Pinochet.

L'UNEF, qui réaffirme sa solidarité active avec tous les chiliens épris de démocratie, demande instamment à Monsieur GARCIA, ministre de l'Intérieur chilien, la libération immédiate des universitaires arrêtés et appelle la population française et particulièrement les étudiants à manifester leur solidarité avec le peuple chilien en lutte pour la liberté.

PARIS le 18 Avril 1986

Salvador

LE 20 MARS, LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE DU SALVADOR (AGEUS), RUFINO ANTONIO QUEZADA SANCHEZ A ETE ENLEVE CHEZ LUI PAR LA POLICE DU SALVADOR.

Nous ne pouvons rester sans rien faire!

C'est pourquoi nous proposons aux élu(e)s de faire voter rapidement dans les C.E.V.U. la motion suivante:

"Le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'université de, vient d'apprendre l'arrestation au Salvador de Rufino Antonio Quezada Sanchez, Président de l'AGEUS, parce qu'il défendait le droit d'expression et la démocratie dans les universités du Salvador.

Le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, réuni en séance plénière, s'indigne de cette arrestation et demande sa libération immédiate."

A envoyer à:

José Napoléon Duante
Président du Salvador
Casa Presidencial
San Salvador, El Salvador

Et pour copie à:

Conseil exécutif de l'AGEUS
Ciudad Universitaria
San Salvador, El Salvador.

TRIBUNE

"Un système qui ignore et veut ignorer les différences sociales" Bourdieu et Passeron (Héritiers)

J'ai voulu commencer par cette citation qui touche du doigt tout le problème de l'Education Nationale.

M.Schwardzenberg ne définissait-il pas les étudiants comme des fils de cadres et donc pouvoir avoir l'aide de papa et maman pour faire des études. Les autres : ils sont boursiers !

Voilà une analyse bien sommaire, qu'il faut prendre comme une hypothèse gratuite qui a l'avantage de servir une série de décisions qui vont dans le sens de la discrimination, puisqu'on néglige toute une tranche d'étudiants.

Pourtant nous savons tous que les étudiants doivent vivre avec leurs propres ressources. Les chiffres parlent d'eux même, plus d'un étudiant sur quatre a un petit job à côté de ses études.

A côté de cela, les oeuvres universitaires occupent-elles leur rôle ?

Je vous en laisse juge, mais le constat est éloquent !

Les restau-U se dirigent vers une privatisation de leur gestion.

Les bourses, d'après les nouveaux textes, seront attribuées sur critères de mérites scolaires en plus des critères habituels. C'est ainsi que les maintiens de bourses en cas d'échec seront supprimés.

Le SLEE avec son mini budget peut difficilement répondre aux demandes de plus en plus croissantes.

Le FSU a le même sort.

Les cités-U, on y entre difficilement et on a vite envie d'en sortir.

La sécurité sociale étudiante est entièrement à la charge de l'étudiant. Ceux qui en 1946 se sont battus pour sa mise en place abrogent aujourd'hui l'article sur l'engagement financier de l'état.

L'Université quant à elle semble prendre les étudiants pour des vaches à lait tel qu'à Luminy, et ne se soucie guère des difficultés sociales de leurs étudiants. Parfois les universités se désintéressent de l'aide sociale, renvoyant cette tâche aux organisations.

Pourtant les bibliothèques peuvent encore se développer pour aider les étudiants en difficultés. Des salles de travail sont trop souvent inexistantes ou trop peu nombreuses.

Les cours du soir sont aussi très rares, et pour les étudiants travailleurs, les cursus sont souvent peu nombreux, et n'ont pas un niveau équivalent aux filières classiques.

Face à tous cela nous semblons parfois démunis.

Est ce la trop grande ampleur du problème qui nous traumatise ?

Mais cela n'est qu'un manque de lucidité. Car trop souvent les attaques portées sont voilées. Il faut donc à chaque fois démasquer ses tentatives dans les conseils. Et mieux encore, il faut essayer d'anticiper,

et de proposer une série de propositions pour développer l'entraide telle que la création de salles de travail ou autres activités.

Il est temps que tous ensemble nous fassions front à cette 'ignorance volontaire' de la condition sociale des étudiants, pour leur mettre sur le dos le recul du financement de l'état.

C'est bien trop facile !

Antonio CHAPEIRA

Association de Biologie - PARIS 6 (Jussieu)

Il n'y avait pas eu d'élections universitaires en France depuis 2 ans. Même si des élections ne reflètent pas toujours l'exakte vérité de l'état d'une association, elle en sont en tout cas un critère de référence dans une période donnée.

A Villefrance, l'expérience que l'on peut tirer des élections reflète une baisse du niveau d'organisation des étudiants. En effet, le bureau de l'AGEPN, tout en reconnaissant le bien fondé des actions menées jusque là, a relevé certaines lacunes dans le travail du syndicat.

Tout au long de la préparation et pendant les élections elles-mêmes, ces lacunes sont apparues dans la mobilisation des copains, le passage de l'information, la prise en compte des adhérents. Tirant les conclusions de l'expérience, à l'AGEPN nous disons ceci :

pour toute force de proposition comme doit l'être l'UNEF à l'Université, il est primordial d'être en possession des propositions réalistes et constructives dans le cadre de la réussite des études et dans le cadre de la défense du droit d'étudier en France comme dans le monde, mais il est tout aussi primordial d'être capable de se faire entendre, de porter nos propositions dans les amphithéâtres, de faire que chaque étudiant puisse débattre de ses études en ayant toutes les connaissances entre ses mains.

Réunir régulièrement tous les adhérents, faire que tous soient au courant des décisions et de ce qui se passe sur la fac est un pas décisif.

Ainsi comment concevoir une association qui vit sans que celle-ci publie régulièrement ne serait ce qu'une feuille à l'intention de ses adhérents.

Ce n'est pas sans raison que l'UNEF a adopté la démarche des associations dans chaque UFR, dans chaque amphithéâtre, c'est bien parce qu'elle est l'unique démarche qui permet au mieux d'organiser les étudiants selon leurs aspirations

Bien sur, cela ne veut pas dire que c'est la solution de facilité à tous nos problèmes, bien au contraire, mais c'est pourtant la seule solution aux problèmes tels qu'ils nous sont posés actuellement

En effet, ce n'est qu'en rassemblant toujours plus d'étudiants sur des problèmes précis en apportant des solutions précises que nous avancerons sur la défense de notre droit aux études.

Une organisation étudiante, l'UNEF, ne peut se concevoir autrement que dans le cadre d'un large rassemblement d'étudiants dans l'action comme dans la réflexion.

Vincent MARKIDES

Association de Géographie - PARIS 13 (Villetaneuse)

CRISE CHEZ LES TROTSKISTES DU PCI

«Kostas» et «Saïgon» contre la ligne «Bonaparte»

A la suite de ses maigres résultats électoraux du 16 mars, le Parti communiste internationaliste (PCI), petite organisation trotskiste (1) qui a récemment donné naissance (le Monde du 4 décembre 1985) au Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), vient de perdre, d'un seul coup, sept dirigeants.

Fidèle à son goût du secret, qui veut que les responsables soient encore identifiés par leurs pseudonymes, la direction du PCI, dont une des spécialités politiques est l'entrisme (2), ignore, officiellement, cette soudaine hémorragie. Un membre du bureau politique, un autre de la « commission de contrôle » et cinq membres du « plénum » du comité central ont donné leur démission, le 14 avril.

Les sept démissionnaires sont MM. Jean-Christophe Cambadélis, alias «Kostas», ancien président de l'UNEF indépendante et démocratique (1980-1984); Jean Grosset, alias «Saïgon», secrétaire général adjoint du SNUDI-FO (Syndicat national unifié des directeurs et instituteurs); Marc Rozenblat, alias «Ibsen», ancien président de l'UNEF-ID (1984-1986); Benjamin Stora, alias «Truffaut», universitaire, membre du syndicat FO de la recherche scientifique; Pierre Raphaël, alias «Raphaël», membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'organisation rivale, jusqu'en 1977; Alexis Fortin, alias «Alexis», secrétaire du mouvement universitaire «action pour le socialisme» et Philippe Dariulat, alias «Crimso», actuel président de l'UNEF-ID.

Ces dirigeants, qui représentent toutes les strates historiques des

composantes étudiante et enseignante du PCI, ont de six ans à dix-huit ans de militantisme. Dans l'entourage des démissionnaires, on indique que «les désaccords avec la direction étaient latents depuis plusieurs années».

Mitterrand =
Chirac = Bonaparte ?

Après le 16 mars, la direction a adopté une ligne qui peut se résumer en une formule : Mitterrand = Chirac = Bonaparte. Pour M. Cambadélis, ancien homme-lige de M. Pierre Lambert, «chef historique» du mouvement, cette position n'était ni plus ni moins qu'un alignement politique sur la direction du PCF. Après l'échec d'une tentative de discussion, les sept dirigeants, qui, selon certains de leurs anciens amis, représentent l'aile droite du PCI, ont décidé de démissionner. Leur objectif serait dans un premier temps d'organiser «un regroupement national» qui pourrait être baptisé «convergence(s) socialiste(s)».

O. B.

(1) Le PCI regroupe de cinq à six mille adhérents. Le MPPT a recueilli 0,63 % des suffrages au scrutin législatif.

(2) Technique consistant à faire entrer des militants dans d'autres formations de gauche ou d'extrême gauche pour y constituer des fractions (appelées «cliques» au PCI) ou les en faire sortir plus tard pour revenir au bercail et créer ainsi des ralliements fictifs. Le groupe «Socialisme maintenu» au sein du PS en était un exemple.

EDITORIAL

Le sondage IPSOS réalisé pour le journal *Le Monde* indique que les étudiants de 1986 retrouvent le goût de la politique, sont plutôt satisfaits de leurs études et ont de bonnes relations avec leurs parents.

Les étudiants s'intéressent de nouveau à la politique et ils sont revenus à la gauche. Telles sont les indications majeures de ce sondage, qui marquent certainement une évolution rapide et brutale du milieu universitaire. 58 % des étudiants déclarent être «très» ou «assez» intéressés par la politique - ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale : un sondage réalisé par la SOFRES, en novembre dernier, donnait 41 % pour l'ensemble de la population française.

43 % des étudiants se disent proches du Parti Socialiste, 4 % de l'extrême gauche et 3 % du parti communiste. Face à ces 50 % pour l'ensemble de la gauche, la droite n'obtient que 26 % : 12 % pour le RPR, 12 % pour l'UDF et 2 % pour le Front National.

Ces indications sont à mettre en corollaire avec le résultat des élections universitaires, qui fait apparaître qu'avec 40 % des voix, l'UNEF Indépendante et Démocratique (UNEF-ID) arrive largement en tête de ces élections, sa concurrente directe l'UNEF Solidarité Etudiante (UNEF-SE) proche des communistes n'obtenant que 23 % des voix alors qu'en 1984, les deux UNEF étaient à égalité.

Ces résultats sont lourds de conséquences quant à l'action que notre Mutuelle aura à entreprendre dans les mois et les années qui viennent, mais ils représentent à l'évidence, un succès plus que notable dans l'action que nous avons entreprise dès la fin des années 70 et dont la première concrétisation avait eu lieu au début du mois de mai 1980 par la création de l'UNEF-ID.

Jean-Michel Grosz

Président de la MNEF

Le MONDE

18/4/86

Lettre de l'Association des Amis
de la MNEF Avril/ 86

► L'UNEF (Union nationale des étudiants de France), qui tiendra son congrès du 1^{er} au 4 mai à Limoges, souligne dans une déclaration que les projets du gouvernement pour l'enseignement supérieur vont

«contribuer à poursuivre et à accélérer le déclin de l'université». Le syndicat rappelle «l'urgence d'une réelle démocratisation de l'enseignement supérieur» et note que «l'autonomie accrue» des établissements préconisée par le ministre de l'Éducation nationale «entérine le désengagement de l'État».

L'HUMANITE

17/4/86

« L'école ne sera pas le lieu d'un débat idéologique »

déclare M. Monory

« Si l'école est un grand débat de société, elle ne sera pour moi ni le lieu ni l'occasion d'un débat idéologique », a déclaré M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, dans l'allocution qui ouvrait sa première conférence de presse, lundi 14 avril.

Les dossiers qui feront l'objet des décisions « dans les prochaines semaines » sont : l'abrogation de la loi Savary sur les universités et la mise en chantier d'une nouvelle loi, le financement des universités, les moyens nécessaires à la progression du nombre de lycéens, la « déséctorisation » progressive, la lutte contre l'échec scolaire, l'informatique pour tous, l'égalité de traitement entre l'école publique et l'école privée « sans favoritisme ni brimades », l'octroi aux DOM-TOM des mêmes moyens pédagogiques et financiers qu'en métropole, la formation continue des enseignants, l'enseignement artistique, la décentralisation et la déconcentration administratives.

Ce dernier dossier a été confié à M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement. « Lorsqu'elle aura rempli cette mission, nous redéfinirons ensemble de nouveaux objectifs », a déclaré le ministre. M. Monory a précisé que M^{me} Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle, avait vocation à « suivre plus particulièrement au sein du ministère les problèmes de la formation professionnelle et de la formation continue ». Quant à M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et des enseignements supérieurs, il « jouira pour exercer ses fonctions d'une large autonomie ».

Faisant discrètement allusion aux récentes déclarations solitaires de M^{me} Alliot-Marie, qui s'était présentée à la presse comme un « ministre bis », M. Monory a indiqué que « le ministère de l'éducation nationale, à la fois technique et politique, demandera, pour faire avancer nos projets, la plus grande unité d'expression ». « J'assurerai donc personnellement la responsabilité du message avec la presse et l'opinion publique, et bien évidemment, j'en assumerai toutes les conséquences », a dit le ministre. Il a aussi insisté sur la nécessité d'évaluer le fonctionnement du système éducatif, d'en « mesurer avec rigueur le rendement », et de réduire l'échec scolaire en améliorant la qualité de l'enseignement.

Le MONDE
15/4/86

RECHERCHE

La droite universitaire veut la peau du CNRS

● Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est de nouveau sur la sellette, et les demandes visant à sa disparition, formulées depuis plusieurs mois dans les milieux de l'ancienne opposition, reprennent aujourd'hui de la force.

Trois organisations du supérieur, adversaires depuis toujours de la loi Savary et de la structure actuelle de la recherche universitaire, viennent de réunir en commun leurs instances nationales et publient samedi un communiqué commun mettant en cause le CNRS. La Fédération nationale et l'Union nationale interuniversitaire (UNI) déclarent : « Il faut que la recherche scientifique fasse l'objet d'une loi-cadre mettant fin à la concentration bureaucratique et à l'emprise syndicale qui portent at-

teinte à la réputation et à l'indépendance de la science française dans le monde. » Ils souhaitent à cet égard que « le potentiel du CNRS soit redistribué dans une nouvelle structure de l'enseignement supérieur. »

Cette déclaration se situe quelques jours après l'annonce par Jacques Chirac de l'abrogation rapide de la loi Savary et du dépôt d'une proposition de loi UDF-RPR devant la remplacer. Cosignée par l'UNI, dont le vice-président, Yves Durant, vient d'être nommé conseiller pour l'éducation et la recherche à Matignon, elle a également lieu à deux jours de la première conférence de presse de René Monory, ministre de l'Éducation nationale, et d'Alain Devaquet, son ministre délégué aux Universités et à la Recherche, qui a lieu lundi.

16 - LUNDI 14 AVRIL 1986 - LE MATIN ●

Vingt et une nouvelles habilitations

Vingt et une nouveaux magistrats vont être créés à la rentrée prochaine, moitié dans les universités parisiennes et moitié en province. Ils s'ajoutent aux dix-huit mis en place l'an dernier, lors de la création de ce diplôme.

Le droit, l'économie et la gestion ont suscité les propositions les plus nombreuses, puisque neuf accréditations ont été accordées par le ministère de l'éducation nationale dans des domaines souvent pointus : droit de la communication (Poitiers), de la communication (Poitiers). Huit magistrats seront ouverts dans des disciplines scientifiques et quatre en sciences sociales et humaines, si

l'on y compte la formation pluridisciplinaire à « l'aménagement (milieu, espaces et sociétés) » organisée conjointement par Paris-I et Paris-VIII.

Bénéficiant de moyens supplémentaires en personnel et en financement par rapport aux autres formations universitaires, ce « super-diplôme » est accessible à de petites équipes d'étudiants rigoureusement sélectionnés après deux années d'études supérieures. Diplôme d'université bénéficiant d'une accréditation nationale, la maîtrise sanctionne trois années de formation associant enseignement, stages en entreprises ou en laboratoires, études de cas et interventions de professionnels.

Le MONDE 15/4/86

CHILI : 500 ETUDIANTS ARRÊTÉS

Des policiers anti-émeutes, appuyés par l'armée, ont envahi jeudi trois campus d'université chilienne et arrêté plus de 500 étudiants réunis en assemblées et dans leurs classes. Ces arrestations font suite à deux jours de manifestations contre la dictature dans les universités. 237 étudiants ont été arrêtés à l'université métropolitaine et 300 autres à la faculté des sciences et à la faculté des cours à Santiago. L'UNEF (Union nationale des étudiants de France) est intervenue auprès de l'ambassade du Chili à Paris pour exiger la libération des étudiants et enseignants arrêtés.

L'HUMANITE
19/4/86

► LE SYNDICAT NATIONAL des enseignants du second degré (SNES) réclame un collectif budgétaire « pour éviter l'asphyxie » à la rentrée scolaire 1986 dans les lycées et collèges. Le SNES, qui a demandé à être reçu par le nouveau ministre de l'Éducation nationale, considère qu'il faudrait mille postes supplémentaires dans les collèges où les classes de 28-30 élèves deviennent la règle. Il estime qu'il en faudrait 3.000 dans les lycées où 50.000 élèves supplémentaires sont attendus.

L'HUMANITE
29/3/86

L'autonomie des universités jugée prioritaire

Les deux partis de la majorité viennent de déposer une proposition de loi sur l'autonomie des universités, destinée à se substituer à la loi Savary sur l'enseignement supérieur, dont M. Chirac avait annoncé l'abrogation dans son discours du 9 avril.

Présentant ce texte, M. Foyer, ancien garde des sceaux, a souhaité que cette proposition « soit examinée d'extrême urgence ».

Pratiquement absente de la campagne électorale, l'éducation semble en passe de redevenir un sujet politique brûlant. Les premières déclarations du nouveau ministre, M. René Monory, aussitôt suivies de celles - divergentes - de sa secrétaire d'Etat, Mme Alliot-Marie (qui se présente elle-même comme un « ministre-bis de l'éducation » dans une interview publiée dans la Lettre de l'éducation), puis de celles de M. Chirac ont montré qu'il n'existe pas - c'est le moins qu'on puisse dire - une totale identité de vues sur ces sujets au sein du gouvernement. Et tandis que le ministre rendait un hommage inattendu à l'action de son prédécesseur, M. Chevènement, on apprenait la nomination au cabinet de M. Chirac, pour suivre les questions d'éducation, de M. Yves Durand, vice-président de l'UNU, mouvement universitaire de la droite musclée qui a mené une lutte acharnée contre les « socialo-communistes » et contre la loi Savary sur l'enseignement supérieur.

Or, ce sont les thèses de ce dernier qui viennent d'être reprises avec une solennité particulière dans la proposition de loi déposée par les deux partis de la majorité et signée par une brochure impressionnante d'universitaires, d'anciens ministres de l'éducation, un ancien premier ministre et un ancien président de la République. Cette proposition reprend en effet un texte rédigé par l'UNU, les syndicats autonomes et les Cercles universitaires, qui ne sont pas (en tout cas pour les deux premiers) des mouvements particulièrement modérés.

Cette initiative et les débats qui vont s'ensuivre, risquent fort de faire remonter de plusieurs degrés la température au sein des universités. Devant cette offensive, le ministre de l'éducation et celui des universités (qui est connu pour sa pondération) auront fort à faire pour éviter que celles-ci, à peine sorties de trois années de fièvre réformatrice, ne replongent dans un malaise plus grave encore.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
(Lire page 11.)

sur l'autonomie des universités soit examinée « d'extrême urgence »

Aussitôt dit, aussitôt fait ! A peine M. Chirac avait-il annoncé l'abrogation rapide de la loi d'enseignement supérieur que les deux groupes de la majorité déposaient sur le bureau de l'Assemblée une proposition de loi destinée à se substituer à la loi Savary. Outre la signature des deux présidents de groupe, ce texte porte celle de tous les universitaires membres de la majorité (y compris M. Raymond Barre), de deux anciens ministres de l'éducation, MM. Alain Peyrefitte et Olivier Guichard, et de M. Giscard d'Estaing.

Présentant cette initiative à la presse, M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux et professeur de droit, a expliqué sa rapidité ainsi : « Plus de la moitié des universités ont adopté une politique de résistance vis-à-vis de la loi Savary avec notre soutien. Il y a donc un vide juridique à combler ».

« Nous souhaitons que cette proposition soit examinée d'extrême urgence », a ajouté M. Foyer. La proposition de loi prévoit en effet que la loi devra entrer en application avant le 30 juin 1986.

On considère, à Matignon qu'il s'agit là d'une initiative importante et qu'il appartient maintenant aux deux ministres concernés de mettre au point un texte définitif s'en inspirant et de procéder aux études et aux consultations nécessaires. La question des délais semble en revanche plus délicate. Si le gouvernement est désireux d'aller vite, on insiste au ministère des universités sur la nécessité de faire un travail sérieux et d'éviter une trop grande précipitation.

La proposition des partis de la majorité est un texte volontairement très court - il compte dix-sept articles - puisqu'il pose comme principe l'autonomie des universités et vise à limiter au minimum l'intervention de la puissance publique. « La présente loi n'institue pas, après tant d'autres textes, une nouvelle réforme des universités, peut-on lire dans l'exposé des motifs. Elle détermine les bases de l'autonomie universitaire

d'université et du mode de désignation de leurs représentants.

Cette position prudente répondait d'ailleurs aux préoccupations de nombreux universitaires - y compris parmi ceux qui sont favorables à l'actuelle majorité - qui craignent les remous que ne manquera pas de provoquer dans les universités une nouvelle réforme institutionnelle et qui estiment qu'il y a mieux et plus urgent à faire que de se lancer dans une entreprise aussi périlleuse. Les universités françaises ont suffisamment souffert des réformes de structure qui se sont succédé depuis plus de quinze ans pour ne pas voir avec appréhension survenir de nouveaux bouleversements. Ajoutons que l'attachement au centralisme jacobin n'est pas l'apanage de la gauche. Beaucoup d'universitaires redoutent les conséquences d'un éclatement des universités et du concours

renforcé, qui est le corollaire de l'autonomie.

(1) Ce texte a été publié dans une brochure intitulée La Renaissance, publiée par le GERUF (professeur Jean Baslé, 18, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris. Tél. : 47-83-31-65 et 46-34-01-30).

F. G.